

Le ministre de l'Agriculture dément l'information relayée par les médias

«Nous n'avons pas besoin d'importer les moutons de l'Aïd»

● Baisse de la production des céréales à 33 millions de quintaux en 2016

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Onzième année - N° 3960 - Mardi 30 août 2016 - Prix : 10 DA

Amar Brahmia, chef de la
délégation algérienne aux JO de Rio

«Un entraîneur impliqué
dans un scandale fait tout
pour me déstabiliser»

Page 24

Reprise scolaire, argent public, associations et violence dans les stades

Messages et assurances de Bedoui

Page 3

Vivement
la rentrée !

Par Mohamed Habili

A la veille de la rentrée tout court (c'est-à-dire tout à la fois scolaire, sociale et politique), on ne sait toujours pas quels partis prendront part aux élections de l'année prochaine, et lesquels au contraire se décideront à les boycotter. Cette façon de poser le débat pourra paraître un peu trop hâtive, ou artificielle, compte tenu du fait que ces échéances sont tout de même prévues vers le milieu de 2017, une date encore relativement éloignée, et que d'ici à ce que soit abordée la dernière ligne droite menant à elles, des choses peuvent se produire susceptibles de faire changer bien des positions. Sans même parler d'une aggravation de la maladie du président, qui pour sa part ferait à n'en pas douter l'effet d'un séisme, théoriquement tout au moins d'autres évolutions, dont certaines tout à fait imprévisibles, en ce sens que même leurs prémices ne se laissent pas encore déceler, peuvent intervenir dans l'intervalle et conduire ceux qui voudraient boycotter à participer, et d'autres qu'à l'opposé on sent assez enclins à participer à boycotter. Ces considérations ne concernent en rien certains partis, au premier chef le FLN et le RND, qui participeront quoi qu'il puisse arriver, à moins d'une annulation de ces échéances ou seulement de leur report, ce qui de toute façon n'est pas de leur ressort.

Suite en page 3

Essais nucléaires français dans le Sahara algérien

L'âme de Reggane encore dans la tourmente



Ph/D. R.

Plus d'un demi-siècle après, les conséquences des expériences nucléaires menées par la France coloniale durant la période 1960 à 1966 dans le Sahara algérien demeurent encore là tant sur les populations de la région que sur l'environnement. Un crime qui reste à ce jour impuni. Lire page 3

Autoroute Est-Ouest

Reprise des travaux
dès la semaine prochaine

Page 2



Avec de nouveaux horaires et un programme spécial école

L'exposition «Du Makam
à la Nouba» est de retour

Page 13

Le ministre de l'Agriculture dément l'information relayée par les médias

«Nous n'avons pas besoin d'importer les moutons de l'Aïd»

■ «Nous n'avons pas besoin d'importer des moutons pour la fête de l'Aïd car le cheptel national est disponible en quantités suffisantes», a affirmé hier, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdeslam Chelghoum, lors d'une réunion d'évaluation du dispositif d'encadrement et de suivi de l'opération «Aïd El-Adha».



des inspections vétérinaires des wilayas. Une mesure qui vise, selon lui, à s'assurer de la bonne santé du bétail, soumis à un contrôle vétérinaire au niveau des espaces aussi bien légaux que parallèles. Aussi, un vétérinaire de permanence sera mobilisé au niveau de chaque commune et plus de deux vétérinaires au niveau de chaque abattoir. Les services concernés au niveau du ministère de l'Agriculture prévoient 8 000 vétérinaires pour les deux jours de l'Aïd, certains se déplaceront avec des brigades mobiles pour être au service du citoyen. Rassurant les citoyens quant à l'excellent état de santé du cheptel en Algérie, Abdeslam Chelghoum a souligné que «notre pays disposait d'un cheptel ovin estimé à environ 27 millions de têtes, dont la plupart sont régulièrement contrôlés et vaccinés». À propos des prix du cheptel, qui sont en nette baisse par rapport aux années précédentes, le ministre a expliqué cela par la dynamique commerciale, actuellement présente au niveau des marchés hebdomadaires, dont les cours sont régis par le principe universel de l'offre et de la demande. «Nous enregistrons une excellente affluence des maquignons et vendeurs, qui a énormément boosté l'offre, également d'une très bonne qualité», a-t-il observé.

M. B.

Par Meriem Benchaouia

Amoins d'une dizaine de jours de l'Aïd el Adha, les préparatifs vont bon train, autant chez les citoyens que chez les autorités. Si le citoyen n'a d'yeux que pour le mouton, l'Etat quant à lui se démultiplie pour d'abord assurer un bon déroulement de cette fête. Organiser la vente de bétail dans de meilleures conditions sanitaires et lutter contre la prolifération des intermédiaires qui encouragent la spéculation. Voilà les principaux objectifs visés par le ministère de l'Agriculture qui semble être engagé à mettre fin au phénomène de la spéculation des prix des moutons à l'approche de chaque fête du sacrifice. «Nous n'avons pas besoin d'importer des moutons pour la fête de l'Aïd car le cheptel national est disponible en quantités suffisantes», a

affirmé hier, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdeslam Chelghoum, lors d'une réunion d'évaluation du dispositif d'encadrement et de suivi de l'opération «Aïd El-Adha». En effet, le ministre a démenti l'information colportée par certains médias et relative à l'importation d'un million de têtes d'ovins du Soudan. Par ailleurs, afin de lutter contre les intermédiaires dans la vente des moutons, de nombreux points de vente aménagés et sécurisés ont été mis en place par les autorités dans les grandes villes au profit des éleveurs de bétail. Ceci dans une tentative aléatoire de permettre la vente directe aux citoyens et éviter la spéculation sur les prix, selon le ministre. A cet effet, une liste de communes a été fixée à travers le territoire national, 456 points de vente ont été retenus pour 33 wilayas, objectif interdi-

re la vente anarchique du bétail. Dans la capitale 14 points de vente ont été aménagés au niveau des communes, entre autres : Birtouta, Reghaïa, Ain Benian, les Eucalyptus et Zéralda. Cette opération, qui sera menée par le ministère de l'Agriculture conjointement avec la Fédération nationale des éleveurs de bétail et l'Union nationale des paysans algériens, va nécessiter la mobilisation de

tous les moyens dont les espaces de vente et la couverture vétérinaire du bétail proposé à la vente, a-t-il précisé. En outre, lors de toute la période de vente, des vétérinaires seront affectés au niveau de chaque commune et des abattoirs pour lutter contre les possibles cas de maladies animales, notamment la variole enregistrée dans certaines régions du pays et dont le bétail affecté a été vacciné au niveau

Céréales

Baisse de la production à 33 millions de quintaux en 2016

PAR AILLEURS, la production céréalière nationale au titre de la campagne de moisson-battage (2015-2016) a atteint environ 33 millions de quintaux contre 40 millions de quintaux l'année dernière, a indiqué hier, Abdesslam Chelgham. Le ministre a imputé la baisse de la production céréalière (blé dur et tendre et orge) à plusieurs facteurs dont essentiellement la sécheresse qui a touché différentes régions à vocation céréalière, notamment Tiaret, Sidi Bel-Abbès, Tébessa et Aïn Témouchent. Il a précisé que la wilaya de Tiaret, l'une des principales régions céréalières, avait été particulièrement touchée par le verglas. Les facteurs climatiques sont à l'origine de la baisse de la production céréalière dans l'ouest du pays à hauteur de 40%, selon le ministre.

M.B.

Autoroute Est-Ouest

Reprise des travaux dès la semaine prochaine

Les travaux de parachèvement de l'autoroute Est-Ouest seront entamés à partir de la semaine prochaine, a fait savoir hier, le ministre des Travaux publics et des Transports, Boudjamaa Talai, en marge d'une visite de travail dans la wilaya d'Alger. En effet, les travaux de parachèvement du projet de l'Autoroute Est-Ouest seront relancés. La partie de l'autoroute Est-Ouest qui traverse la wilaya d'El Tarf, longue de 87 km, connaîtra un début des travaux à partir de la semaine prochaine. Selon les explications du ministre des Travaux publics et des Transports, Boudjamaa Talai, le

problème aura été réglé à l'amiable avec le consortium étranger «COJAAL». «Nous avons réglé le conflit à l'amiable avec le groupement étranger en charge du projet», a tenu à rassurer le ministre. «Nous sommes déterminés à achever ce qui reste de l'autoroute Est-Ouest au profit de nos populations frontalières. Et les entreprises nationales publiques ou privées ont démontré leur savoir-faire dans le domaine», a indiqué le ministre. Interpellé sur les retards enregistrés dans la livraison de la majorité des grands projets du secteur des travaux publics, le ministre a expliqué que le problème réside

dans une étude incomplète et d'un processus de construction à la limite de la défaillance. Mais, selon le ministre, les contraintes de réalisation de ces projets stratégiques sont connues fort heureusement à temps, ce qui facilite soutient-il leur résolution. Dans le même contexte, Boudjamaa Talai a indiqué que la priorité dans la réalisation de ces projets est accordée à la sécurité routière. Revenant sur le problème d'expropriation, tout en refusant de donner des estimations sur l'ampleur de la contrainte sur la réalisation des grands projets, le ministre des Travaux publics et des Transports s'est contenté de

dire que les bureaux d'études sont tenus de faire l'effort d'inclure toutes les entraves qui peuvent poser problème à l'avenir et ce, avant d'entamer les travaux de réalisation d'un quelconque projet. Le ministre a cependant fait savoir qu'un décret fixant les règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique a été promulgué il y a cinq mois. Il a affirmé également que les personnes concernées seront automatiquement indemnisées. Mais, en cas de refus, il a expliqué que des poursuites judiciaires seront entamées à leur rencontre.

Lors de sa visite des projets de la liaison reliant Zéralda roca-

de sud à Tassala El Merdja RN°1 par Hamici, le projet de réalisation de la pénétrante Oued Ouchaih ou encore le projet de réalisation de la pénétrante reliant la rocade à la 2^e rocade d'Alger, dont l'achèvement est prévu pour la fin de l'année prochaine, le ministre a insisté sur la livraison partielle de ces projets pour que la population puisse en bénéficier. «La réception de ces projets est prévue pour fin 2017, alors il faut accélérer la cadence afin de terminer à temps ces projets, mais encore il faut les livrer partiellement», a recommandé le ministre aux chefs de projets.

Louiza Ait Ramdane

Reprise scolaire, argent public, associations et violence dans les stades

Messages et assurances de Bedoui

■ A la veille de la rentrée sociale, le ministre de l'Intérieur, Nourredine Bedoui, a tenu à lancer des messages et des assurances depuis la wilaya de Blida où il a effectué hier une visite d'inspection.

Par Nacera Chennafi

Ce déplacement intervient suite à la première réunion du gouvernement tenue mercredi dernier après la fin du congé pour les membres de l'Exécutif. Le souci d'assurer une rentrée sociale calme est plus qu'une priorité pour le gouvernement surtout que les dossiers de colère sociale ne manquent pas et on parle déjà d'obstacles pour la rentrée scolaire et universitaire prévue pour le 4 septembre. Dans ce cadre, le ministre de l'Intérieur, Nourredine Bedoui, a rassuré sur le bon déroulement de la rentrée scolaire affirmant que le gouvernement la prépare depuis des mois. Evoquant la question des associations, le ministre s'est montré ferme en avertissant que «l'époque des associations dormantes est finie». Celles-ci doivent participer selon lui à la promotion de «dialogue, la préservation des acquis dont, la sécurité, la stabilité et les acquis économiques». Le ministre a rassuré aussi sur la situation financière du pays malgré les retombées de la chute des prix du pétrole sur les réserves de change qui connaissent un important recul. Mais pour Bedoui, «il y a de l'argent malgré le recul des ressources» ajoutant que «cet argent est pour servir le citoyen». Dans ce contexte, le ministre a rassuré qu'il n'y a pas de «recul» de la part de l'Etat sur la réalisation



Ph./DR

des projets «stratégiques» insistant sur l'exploitation des énergies renouvelables. A ce propos, il a indiqué qu'un mini-Conseil ministériel a mis un plan de travail au moins pour les dix prochaines années. Evoquant la violence dans les stades, le ministre a affirmé que des sanctions et des mesures fermes seront prises. «On a pris des mesures fermes contre toute personne qui touche à la tranquillité dans l'environnement de la jeunesse et du sport», a-t-il lancé.

Dans ce cadre, il a lancé un appel aux supporters de participer à la lutte contre ce phénomène à travers des commissions de supporters qui ont selon le ministre une part de responsabilité pour accompagner les autorités publiques dans la lutte contre

la violence dans les stades. A ce propos, il a ajouté que ce genre d'actes de violence ne font pas partie des valeurs des Algériens.

Cette déclaration du ministre intervient suite aux incidents de enregistrés dans les stades la première journée de la reprise du championnat, le 27 août notamment ce qui s'est passé lors du premier derby algérois qui a enregistré des scènes de violence entre les supporters de l'USMH et du MCA.

Pour rappel, le directeur général de la Sûreté nationale (DGSN), Abdelghani Hamel, a pris la décision du retrait de la police des stades à compter de la saison 2016-2017. Cette décision a eu l'accord de la LFP et la FAF mais les résultats sur le terrain ont montré que la violence

est devenue un sport normal dans nos stades.

Il faut dire que rassurer une rentrée sociale dans la paix est le souci du gouvernement à la veille de celle-ci. Le ministre de l'Intérieur qui a repris ses fonctions au début de la semaine dernière avait fait face à la colère des 130 000 travailleurs des communes encadrés par la Fédération nationale des travailleurs du secteur des communes, affiliée au Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (Snapap). Ces derniers avaient tenu leur grève cyclique pour défendre la plateforme de revendications qui porte notamment sur la révision du statut particulier de la Fonction publique et la refonte totale de leur statut, exigeant son unification. Ses travailleurs appellent aussi à «l'application réelle de l'abrogation de l'article 87 bis du code du travail avec effet rétroactif depuis janvier 2008, l'attribution des indemnités et des primes dont celle de guichet pour les agents de l'état civil» et autres revendications.

Il est à rappeler que le ministre avait ordonné lors de sa dernière réunion avec les walis du Centre à Alger de préserver la stabilité et la sécurité de l'Algérie. Bedoui avait présidé cinq réunions régionales des walis pour une meilleure gestion en attendant une réunion du gouvernement-walis, au mois de septembre. **N. C.**

Essais nucléaires français dans le Sahara algérien

L'âme de Reggane encore dans la tourmente

Plus d'un demi-siècle après, les conséquences des expériences nucléaires menées par la France coloniale durant la période 1960 à 1966 dans le Sahara algérien demeurent encore là tant sur les populations de la région que sur l'environnement. Un crime qui reste à ce jour impuni et dans la dénégation totale de reconnaissance. Acculée depuis des années, la France refuse de reconnaître ces expériences en tant que telles comme étant un crime de guerre avéré contre les populations du sud algérien, contre l'humanité. Bien qu'elle ait promulgué en 2010 une loi, la loi Morin, sur la reconnaissance et l'indemnisation des victimes des essais nucléaires effectués de 1960 à 1966, elle reste dans le déni total de cette question longtemps classée sous le sceau du «secret défense». Une loi contestée même en France par le biais de l'Association des vétérans des essais nucléaires qui en 2013 avait demandé l'amendement de cette loi tant elle était «un échec», avait entre autre appelé à la révision de la zone d'exposition aux radiations dans le Sahara algérien, et aussi la possibilité de consulter ou d'obtenir de l'administration une copie conforme provenant des archives afférentes aux essais nucléaires français réalisés dans le Sahara algérien de 1960 à 1966. En outre, la loi Morin, considérée à juste titre discriminatoire, s'est également vue contestée, et aujourd'hui encore, sur la question des critères d'indemnisation exigés qui, jugés trop rigoureux, excluent de nombreuses victimes du périmètre de prise en charge. En effet, ce que la France refuse d'admettre est que la

classification des maladies résultant de ses essais dont celles liées à de différents cancers est totalement restreinte au vu de l'ampleur et conséquences de ses expériences nucléaires dont les effets néfastes persisteront et se transmettent de génération en génération durant les années à venir en Algérie. A ce titre, si historiquement les populations ayant vécu à l'époque et même après l'indépendance ont pour une part été reconnues comme victimes et donc de ce fait indemnisées quel que soit le montant de l'indemnisation, les essais nucléaires français demeurent à l'origine de multitudes malformations congénitales et autres maladies cérébrales et neurologiques chez les générations qui ont suivi et qui suivent encore. Ceci, sans compter les atteintes portées à l'environnement du Sud algérien. Ce qui reste une histoire. Il s'agit donc pour la France d'admettre la contamination des gènes des personnes sur les quatre, voire plus, générations nées après 1961. Des générations qu'elle se doit de prendre en charge tant en termes d'indemnisation que celui médical. Dans ce contexte, rappelons qu'en 2014, le nombre des victimes algériennes de ces essais nucléaires a dépassé les 30 000, selon le président de l'Association des victimes des essais nucléaires, Abdelhak Bendjebbar. Entre le 13 février 1960 et le 25 avril 1961, afin d'étudier la résistance de ses matériels militaires, la France coloniale a effectué pas moins de 17 essais nucléaires dans le sud du pays. Quatre essais aériens à Reggane dans la wilaya d'Adrar, de 1960 à 1961, et de 1961

à 1966 : 13 essais souterrains à In Ecker à Tamanrasset. Des milliers d'Algériens ont été utilisés tels des cobayes. L'Algérie, en dépit de multiples démarches et appels émis particulièrement en force par les victimes de ces expériences destructrices, à travers l'Association des victimes des essais nucléaires, en février dernier, le ministre des Moudjahidines, Tayeb Zitouni, qualifiant ces expériences de crimes «odieux» et «impardonnables», il déclarera que «l'Algérie ne renoncera jamais à ces dossiers et la relation algéro-française n'atteindra pas le niveau d'excellence souhaité tant que subsistent des dossiers liés à la guerre de Libération et à la mémoire nationale». Dans ce contexte, il avait évoqué la mise en place d'une cellule afin de constituer le dossier d'indemnisation des victimes des essais nucléaires effectués par la France dans le grand sud algérien entre 1960 et 1966. Aujourd'hui, à l'occasion de la commémoration de la Journée internationale contre les essais nucléaires, l'Etat français, face au déni de cette question et à tant d'autres encore, déjà apostrophé par ses anciens militaires sur cette question, et quelle que soit la couleur politique qui en détient les rênes, devra pourtant réviser sa position. Plus qu'un devoir historique, il s'agit d'un devoir humanitaire. La santé de centaines de jeunes et moins jeunes demeure le témoin principal de ces conséquences, tant elle en est atteinte. Faisant que ces dernières sont à jamais condamnées à hériter des affres de ces expériences.

Lynda Naili

LA QUESTION DU JOUR

Vivement la rentrée !

suite de la page Une

Il est un autre parti, si l'on peut dire, qui lui aussi est dans le même état d'esprit, c'est celui des indépendants, d'autant plus portés en effet à prendre part à la course aux sièges, tant d'ailleurs à l'échelle nationale que locale, que les partis proprement dits voudront s'en détourner. Les indépendants ne demanderaient pas mieux en fait que de voir le plus grand nombre de formations politiques opter pour le boycott. Jusque-là il a été question des partis, et des non-partis d'ailleurs, qui participeront et d'autres qui boycotteront, encore qu'on n'ait nommé aucun de ceux-ci, mais il en est qui ne participeront que sous la condition qu'ils fassent bonne figure à cette occasion, qu'ils tiennent leurs rangs autrement dit, qu'ils obtiennent des scores qui à tout le moins ne soient pas indignes de leur image de marque. Ceux-là consulteront bien des augures avant de se déterminer dans un sens ou dans un autre. Ainsi en est-il par exemple du PT, dont la direction tentera bien des approches discrètes avant de se décider pour ou contre la participation. Il est cependant un cas où l'on peut être également sûr qu'il sera de la partie, c'est celui dans lequel les membres de la CLTD optent d'un commun accord pour le boycott. A vrai dire il est un autre cas où son attitude sera tout autant prévisible : dans la mesure où il s'aperçoit qu'il va faire chou blanc, qu'il va être balayé, réduit à néant. Sauf que bien entendu ce n'est pas là le genre de chose dont on puisse être certain par avance. Savoir donc quelle sera son attitude finale dépendra surtout de l'importance du camp du boycott. Plus large sera celui-ci, plus certaine sera sa participation. Cela dit, il n'y a pas que lui pour faire dès à présent ce type de calcul. L'opportunisme n'est pas tout entier chez lui retiré. Il en reste pour d'autres. A partir du 4 septembre, le jour fixé pour la rentrée scolaire, c'est le compte à rebours qui commence, aussi éloignées que soient encore les échéances en question. S'il en est ainsi, c'est parce qu'en quelque sorte elles ne vont pas de soi pour tout le monde. On peut même dire que c'est là tout leur intérêt. Pour tout le reste, et d'abord pour ce qui est de leurs résultats, le suspense n'est pas très absorbant, tellement les choses semblent à cet égard jouées d'avance.

M. H.

Un marché qui gagne le monde de la Toile

Quand le mouton passe par la vente en ligne

■ Après l'immobilier, les véhicules, les vêtements, ainsi que les innombrables produits des nouvelles technologies, c'est au tour des moutons d'être mis en vente sur internet.

Par Yacine Djadel

À quelques jours de l'Aïd El Kebir, les préoccupations des ménages algériens se trouvent centrées sur l'achat d'un bon mouton à sacrifier pour cette fête. En dehors des tracasseries habituelles liées à la fluctuation du marché, à savoir acquérir sa bête de sacrifice au prix le moins cher possible, une nouvelle nouveauté semble cette année alimenter l'atmosphère des ventes d'ovins. C'est bel est bien la vente de ces derniers en ligne. Désormais, il est possible d'acheter son mouton sur le Net. Bien que ce commerce ne soit pas une première pour cette année du fait qu'il date déjà depuis 2012, ce dernier commence à se généraliser de plus en plus. Effectivement, après les véhicules, les vêtements, ainsi que les innombrables produits des nouvelles technologies, c'est au tour des moutons d'être mis en vente sur internet. «Vente de moutons de l'Aïd, très bonne race, de Djelfa, élevé avec foin et avoine sous pâturage naturel de la région... à des prix variant entre 35 000 et 50 000 DA, qualité garantie», est le type d'annonce qu'on trouve sur la Toile. De ce fait, ces affiches commerciales ne manquent pas d'inonder ces derniers temps le monde virtuel du Net. On les trouve partout et de manière un peu plus élevée, notamment, pour les deux jours précédant l'Aïd. Celles-ci présentent aussi toutes les précisions



PH.D. R.

nécessaires pour les éventuels acheteurs (y compris des fois la lignée de race mouton). Ainsi de Ouedkniss à Lbee3.com, passant par d'autres nouveaux sites qui voient le jour à grande vitesse, on peut dire que le e-commerce (vente en ligne) de moutons vient incontestablement s'installer dans le marché virtuel algérien. Des prestations de ventes modernes qui, avec leurs facilités apportées, viennent transformer les mœurs commer-

ciales algériennes. «Ce qui est bien à mon avis avec la vente sur internet, c'est qu'on peut y trouver son mouton, par des petites annonces, selon plusieurs critères : le lieu, le prix, la ville. Très pratique et très simple, surtout pour les retardataires qui le font à la dernière minute d'autant plus qu'il est même possible de se faire livrer à domicile», nous a confié, Sadek, un citoyen ayant trouvé la bonne affaire sur la toile. Par ailleurs, il est important

de rappeler que si cette nouvelle tendance, pour les Algériens d'acheter leur mouton directement par un clic de la maison, paraît alléchante au vu de sa simplicité, n'empêche qu'en contrepartie, contient son lot d'inconvénients. Parmi eux, les conditions de remboursement. D'autant plus, qu'à ce propos, la majorité des annonceurs utilisent la formule «satisfait ou remboursé» pour attirer davantage de clients. Pour vérifier, une fois

qu'on les a appelés, soit disant pour acheter. Très sympathique, ce commerçant après nous avoir présenté sa marchandise, nous a fait savoir qu'il est pratiquement impossible de se faire rembourser, si la viande de la bête ne nous plaît guère une fois celle-ci égorgée. Un éventuel changement est possible à condition, toutefois, de ne pas l'abattre. C'est dire le grand leurre de ces conditions de garantie qui restent avant tout qu'un appât marketing pour aguicher les pauvres citoyens. Un fait qui nous renvoie au côté absence de contrôle de ce commerce qui, rappelle-t-on, est fait majoritairement par des particuliers. Raison pour laquelle, la tutelle a d'ailleurs pris l'initiative d'agir dans ce sens. Pour se faire, plus d'une quarantaine de sites de vente officielle de moutons ont été mis à la disponibilité des citoyens dans la wilaya de Tiaret. Les bêtes mises en vente dans ces sites seront soumises au contrôle permanent des services vétérinaires pour préserver la santé et la sécurité du citoyen. A rappeler aussi que cette opération qui intervient en application des instructions du ministère de l'Agriculture vise à établir directement un lien entre éleveurs et consommateurs pour éviter les pratiques spéculatives que connaissent habituellement les marchés à bestiaux à l'approche de l'Aïd El Kebir.

Y. D

Annulation des commandes, non respect des prix, délais de livraison...

Une vingtaine de plaintes déposées contre des concessionnaires automobiles

Le ministère du Commerce a reçu en deux mois près d'une vingtaine de requêtes de clients mécontents des prestations des concessionnaires automobiles, a indiqué le directeur général du Contrôle économique et de la répression des fraudes auprès du ministère Abderrahmane Benhazil.

«Nous avons reçu, durant les mois de juin et juillet derniers, 18 requêtes à l'égard des concessionnaires qui n'auraient pas respecté leurs engagements vis-à-vis de leurs clients», a déclaré M. Benhazil rappelant qu'une opération de vérification de ces pratiques est toujours en cours. Selon ce responsable, citant un bilan provisoire de cette opération, les services du ministère ont effectivement relevé des pratiques interdites par la réglementation en vigueur. «Certains concessionnaires n'ont pas respecté les termes de la commande», a-t-il dit. Donnant plus précisions, il dira que l'annulation des commandes des véhicules, pour laquelle 9 requêtes ont été déposées, constitue la principale cause de litige. Laquelle requête est suivie par celle du non respect des délais de livraison avec cinq réclamations. Les clients

ont également protesté contre le non respect des prix de cession figurant sur les bons de commande et contre la vente d'un véhicule ne répondant pas aux attentes. Neuf du total des 18 requêtes reçues par l'administration centrale, a fait savoir M. Benhazil, ont donné lieu à une décision favorable aux clients, où les concessionnaires se sont engagés à respecter leurs engagements, alors que les neuf autres plaintes sont toujours en

cours de traitement. Le même responsable a rappelé, dans ce contexte, qu'en cas de non respect des termes de la commande, la loi en vigueur prévoit que les deux parties (concessionnaire et client) peuvent convenir d'une solution à l'amiable. En cas de refus du clients de la solution proposée, poursuit-il, le concessionnaire doit, sous huitaine, reverser au client l'acompte ou le montant intégral versé avec une pénalité représentant

10% du prix du véhicule. «Si le concessionnaire refuse de se soumettre aux dispositions de la loi, cela est considéré comme une pratique contractuelle abusive à l'encontre du consommateur», a précisé M. Benhazil. Ainsi, «les contrevenants seront sévèrement sanctionnés suivant la réglementation en vigueur qui prévoit le paiement d'une amende variant entre 50.000 et 500.000 DA et une poursuite judiciaire». Le ministère du

Commerce avait adressé en juin dernier une note à l'Association des concessionnaires automobiles et leurs agents agréés d'Algérie (AC2A) après avoir reçu plusieurs requêtes de clients par lesquelles ils dénoncent une augmentation injustifiée des prix de vente des véhicules neufs commandés par rapport aux prix figurant dans le contrat de commande. Cette note du ministère avait relevé que «ces concessionnaires justifient l'augmentation des prix de vente des véhicules neufs par la dépréciation du Dinar en précisant que cette hausse leur permettra d'éviter les ventes à perte» ce qui est «contraire» aux dispositions de l'ordonnance relative à la concurrence de 2003. En conséquence, le ministère avait considéré que les arguments présentés par ces concessionnaires sont «injustifiés». En effet, explique-t-il, l'article 29 du décret exécutif relatif aux conditions d'exercice de l'activité des concessionnaires de véhicules neufs stipule clairement que «le prix de vente figurant sur le bon de commande du véhicule neuf doit être ferme, non révisable et non actualisable à la hausse(..)».

Devoir de mémoire

Réhabilitation des sites de la guerre de Libération, une nécessité

LE MINISTRE des Moudjahidine, Tayeb Zitouni a estimé dimanche à Tébessa que la réhabilitation des sites historiques de la guerre de Libération, qui représentent la mémoire de la nation, est une nécessité absolue afin de préserver le message des chouhada.

Dans la commune de Tlidjene, au lancement du chantier de réhabilitation du cimetière des chouhada de la bataille d'El Djorf, déclenchée le 22 septembre

1955 au mont El Djorf, à plus de 100 km au sud de Tébessa, dans laquelle 140 martyrs sont tombés au champ d'honneur, le ministre a précisé que les jeunes générations doivent s'inspirer des valeurs de novembre 1954 et œuvrer à déployer les efforts pour assurer le développement, la prospérité et la stabilité du pays.

Le ministre qui a présidé la cérémonie du coup d'envoi de l'opération de réhabilitation de l'axe routier reliant Djebel Ras El Eich, au mont El Djorf à la commune de Stah sur un itinéraire de 18 km a mis en exergue la nécessité d'intensifier les opérations de réhabilitation des cimetières de Chouhada et des stèles commémoratives. Il a, dans ce contexte, souligné l'importance de répertorier les sites témoignant des pages «les plus glorieuses» de l'histoire nationale, les cimetières des chouhada ou encore les centres de détention et de torture, érigés par l'administration coloniale, indiquant l'impérative d'ancrer dans la mémoire de la jeune génération, à travers les musées et d'autres sites, l'histoire d'une des plus grandes révolutions qu'a connu l'Humanité.

Pétrole

L'Opep et la FED malmènent les cours

■ La réunion exceptionnelle de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) prévue à Alger avait redonné du tonus aux cours du pétrole. Le soufflé retombe après les propos de l'Iran et de l'Arabie saoudite. Les marchés pétroliers attendent désormais la décision de la Banque centrale américaine, la FED.



Par Lilia N./Agences

L'Iran, l'Arabie saoudite et la FED soufflent le chaud et le froid sur les cours du pétrole. La semaine dernière ils ont perdu près de 2% (49,79 dollars en fin de séance à Londres vendredi) alors qu'ils n'avaient cessé de grimper (+13%) depuis l'annonce le 8 août d'une réunion exceptionnelle de l'Opep à Alger, en marge du

Forum international de l'énergie. La Russie disait vouloir s'associer à cette concertation des grands pays producteurs de pétrole, prévue fin septembre, ce qui permettait de croire qu'ils allaient enfin ralentir leur production pour soutenir les prix. Même l'Iran, jeudi, annonçait qu'il serait présent à Alger, alors qu'il avait décliné l'invitation du Qatar en avril dernier.

Mais les géants de l'Opep ne sont décidément pas prêts à fer-

mer les vannes pour gagner quelques dollars de plus par barils, leurs revenus ont pourtant chuté de moitié l'an dernier. Vendredi, le ministre saoudien s'est déclaré opposé à toute baisse de production, tandis que le ministre iranien exigeait à nouveau de retrouver sa part de marché d'avant les sanctions. Samedi, c'est le nouveau ministre irakien du pétrole qui refusait d'envisager une quelconque diminution de ses expor-

tations, Bagdad a trop besoin des pétrodollars pour son effort de guerre.

Les trois grands de l'Opep semblent se satisfaire de l'embellie estivale des prix. Ils observent que les stocks mondiaux se dégonflent un peu, hors des Etats-Unis, où les forages sont repartis de plus belle. S'il y a une diminution de la production saoudienne, à son record historique depuis juillet, ce sera parce que les températures auront baissé et que les climatiseurs ne tourneront plus à plein régime dans le royaume !

La réunion d'Alger tant voulue par le nouveau secrétaire général de l'Opep, le Nigérian Mohammed Barkindo, risque donc de ne pas tenir ses promesses. Sauf nouvelle perturbation majeure de la production au Nigeria ou au Moyen-Orient - un tir yéménite sur les installations d'Aramco la compagnie saoudienne, vendredi, a d'ailleurs fait bondir les cours, avant que l'on ne sache qu'il s'agissait d'une centrale électrique, pas des puits de pétrole saoudiens - c'est le dollar plus que l'Opep qui risque de mener les cours du pétrole. Les fluctuations du billet vert après les commentaires prudents de Janet Yellen, la présidente de la FED, sur la prochaine hausse des taux, ont déjà malmené les marchés pétroliers de Londres et de New York ven-

Traité de libre-échange UE-USA

Echec des négociations

Les négociations entre l'Union Européenne et les Etats-Unis pour un vaste traité de libre-échange (TTIP ou Tafta) ont échoué, a estimé dimanche le vice-chancelier allemand, Sigmar Gabriel. «Les discussions avec les Etats-Unis ont de facto échoué car nous, Européens, ne devons bien sûr pas céder à leurs exigences», a affirmé M. Gabriel, par ailleurs ministre de l'Economie, sur la chaîne de télévision publique ZDF. «Rien n'avance», a-t-il souligné. La contestation en Allemagne est vive concernant

l'accord en cours de négociation, y compris au sein de la coalition au gouvernement. Si les sociaux-démocrates, comme M. Gabriel, sont de plus en plus nombreux à ne plus y croire, Angela Merkel continue de défendre ce projet. «Cet accord (est) absolument juste et important et dans l'intérêt absolu de l'Europe», avait déclaré la chancelière allemande fin juillet. Les négociateurs de l'UE et des Etats-Unis ont entamé en 2013 des discussions pour créer la plus grande zone de libre-échange au monde. Ils espèrent toujours bou-

cler les discussions à la fin de l'Administration Obama, à la fin de l'année. Mais cette perspective est de moins en moins tenable face à l'opposition de pays comme la France et la mobilisation citoyenne. Le choix du Royaume-Uni de quitter l'Union européenne est encore venu compliquer la donne. En coulisses, des diplomates sont convaincus que les négociations devront être suspendues au moins jusqu'après les élections en France et en Allemagne en 2017. Concernant l'accord de

libre-échange entre l'UE et le Canada, M. Gabriel s'est montré plus favorable et a promis de se battre pour qu'il soit ratifié en Allemagne. Les Parlements nationaux, ainsi que le Parlement européen, vont devoir se prononcer pour l'adoption du traité de libre-échange UE-Canada (Ceta).

Une concession faite par la Commission européenne, qui négocie au nom des Etats membres sur les questions commerciales, face à la pression de pays comme la France et l'Allemagne.

Après le Brexit

Paris, Berlin et Varsovie veulent resserrer les liens

Les ministres allemand, français et polonais des Affaires étrangères ont prôné dimanche un rapprochement de leurs pays pour permettre l'émergence d'une Union européenne (UE) plus flexible et plus efficace, après la décision du Royaume-Uni de quitter l'UE.

Réunis à l'occasion du 25e anniversaire du «Triangle de Weimar», un format diplomatique regroupant les trois pays, les ministres ont relevé dans une déclaration commune vouloir faire «face aux défis sans pareil en Europe (...), intensifier la coopération et lui donner une nouvelle impulsion».

Les trois chefs de la diplomatie : Frank-Walter Steinmeier, Jean-Marc Ayrault et

Witold Waszczykowski s'engagent à «renforcer les fondements de l'intégration européenne» tout en «ambitionnant une UE plus flexible qui reflète les ambitions divergentes des pays membres en ce qui concerne une intégration accrue».

Militant pour un «renforcement des politiques étrangère et de sécurité» de l'Union, les trois ministres appellent à ce qu'une fois par an les chefs d'Etat et de gouvernement se réunissent pour un «Conseil de sécurité européen». Il s'agit de montrer, selon eux, que l'Union européenne est mieux à même que les Etats de répondre au défi sécuritaire, à la crise migratoire et pour renforcer compétitivité, croissance et créations d'emplois sur

le continent. Les diplomates et dirigeants des 27 pays restant dans l'Union européenne ont multiplié ces dernières semaines les rencontres pour tenter de dégager un consensus sur l'avenir de l'UE, après le vote de sortie du Royaume-Uni et sur fond de désamour croissant des populations dans différents pays européens. Un sommet de ces Etats est prévu mi-septembre à Bratislava.

Les points d'achoppements restent cependant nombreux, à l'instar de la politique d'ouverture et de répartition des migrants à travers l'UE souhaitée par la chancelière Angela Merkel mais rejetée par de nombreux pays, en particulier en Europe de l'Est, Pologne en tête.

Echanges commerciaux Corée du Sud-Iran Séoul convertira sa monnaie en euro

LA CORÉE du Sud et l'Iran utiliseront désormais l'euro à côté du dollar dans leurs échanges commerciaux. Une mesure entrée en vigueur hier et qui est aussi une manière de contourner les sanctions économiques qui pèsent encore sur l'Iran. L'Iran et la Corée du sud ont décidé de multiplier par trois leurs échanges commerciaux pour les faire passer à seize milliards d'euros par an. Mais depuis la levée partielle des sanctions économiques contre l'Iran, certaines opérations financières ne peuvent toujours pas être réalisées en dollars. Les entreprises et les banques qui s'y risqueraient encourraient des rétorsions américaines. Le groupe français BNP Paribas a ainsi écopé d'une amende de neuf milliards de dollars en 2014 pour avoir facilité des transactions en dollars avec le Soudan, l'Iran et Cuba. La solution est donc de commercer en euro, solution retenue par Séoul mais, est-il précisé, avec l'accord des Etats-Unis. L'Iran est depuis longtemps favorable au remplacement du billet vert par la monnaie européenne comme devise de référence dans les transactions pétrolières. Téhéran présente désormais ses factures en euros aussi bien au Français Total, à l'Espagnol Cepsa, qu'au Russe Loukoïl. Par ailleurs l'Iran demande que les fonds gelés au plus fort des sanctions économiques lui soient maintenant restitués en euros et non en dollars.

Agences

Changes de devises Le dollar se renforce face à l'euro

L'EURO baissait légèrement hier face à un dollar consolidé par le renforcement des arguments en faveur d'une hausse des taux d'intérêt, suite à des déclarations en fin de semaine de la présidente de la Réserve fédérale américaine (Fed). Ainsi, l'euro valait 1,1185 dollar, contre 1,1195 dollar vendredi soir. La monnaie unique européenne montait face à la devise japonaise, à 114,27 yens contre 113,94 yens vendredi soir. Le dollar aussi progressait face à la monnaie nipponne, à 102,17 yens contre 101,77 yens vendredi. La livre britannique, quand à elle, baissait face à la monnaie unique européenne, à 85,36 pence pour un euro, ainsi que face au billet vert, à 1,3104 dollar pour une livre. La devise suisse montait face à l'euro, à 1,0934 franc pour un euro, ainsi que face au billet vert, à 0,9775 franc pour un dollar. La devise chinoise valait 6,6802 yuans pour un dollar contre 6,6695 yuans pour un dollar vendredi.

Tizi-Ouzou/Ansej

75% des micro-entreprises issues de la formation professionnelle

■ Durant le premier semestre de l'année 2016, pas moins de 367 micro-entreprises ont été créées dans la wilaya de Tizi-Ouzou dans le cadre du dispositif de soutien à l'emploi de jeunes géré par l'Ansej, a annoncé avant-hier son directeur local de Tizi-Ouzou, Hocine Lamouri.

Par Hamid M.

Animant une conférence de presse, le même responsable a indiqué que «la création de ces micro-entreprises a engendré pas moins de 924 postes d'emploi» tout en précisant que sur les 367 projets créés durant la période de référence, 60 étaient œuvres de femmes, 103 des universitaires et le reste par des jeunes issus des centres de formation professionnelle, soit un taux de 75%.

Le directeur de l'antenne de l'Ansej de Tizi Ouzou n'a pas manqué de relever la forte implication de la femme dans la création de la micro-entreprise, et ce, dans différents secteurs d'activités comme le bâtiment, la maintenance, la petite fabrication et autres.

Hocine Lamouri a par ailleurs rappelé que depuis la mise en place du dispositif Ansej en 1997, quelque 19 524 micro-entreprises ont été créées à Tizi-Ouzou à



Ph. > D. R.

ce jour sans manquer de souligner que seulement 400 micro-entreprises ont été indemnisées par le fonds de garantie de micro-crédits suite aux difficultés auxquelles étaient confrontés leurs porteurs. Dans le même sillage, il a précisé que plus de 50 000 postes d'emploi direct ont été générés par l'Ansej dans la wilaya de Tizi Ouzou.

Enfin, le directeur de l'Ansej de Tizi-Ouzou a annoncé l'ouverture prochaine d'une agence à Azazga pour prendre en charge les dossiers des créateurs d'entreprises des localités relevant des daïras de Bouzeguène, Azeffoune et Azazga en attendant une autre agence à Tigzirt en 2017. Alors qu'au niveau de l'université Mouloud-Mammeri, l'Ansej de Tizi Ouzou lancera la maison de l'entrepreneuriat à l'effet d'inciter les nouveaux diplômés à créer leurs propres micro-entreprises.

H. M.

Blida

600 ha d'assiettes foncières en attente d'approbation

Des assiettes foncières d'une superficie globale de 600 ha, proposées par les services de la wilaya de Blida pour abriter des investissements potentiels, sont actuellement à l'étude auprès des services du Gouvernement, pour approbation, a-t-on appris, dimanche, des services de la wilaya. Ces assiettes, découvertes lors de sorties sur le terrain, en collaboration avec les services agricoles et en conformité de la Loi visant à ne pas porter atteinte aux terres agricoles, se répartissent à raison de 120

ha, abrités par la région d'Ain Romana, à l'ouest et Sidi Sarhane (Bouinane), et 300 ha sur les hauteurs de Meftah, en plus d'autres assiettes à Chebli et Oued Djer. Selon la même source, l'opération, lancée au dernier trimestre de 2015, vise à couvrir la demande croissante exprimée sur le foncier destiné à l'investissement dans la wilaya, dans un objectif de booster le développement en son sein. La wilaya de Blida a recensé plus de 1 600 demandes d'investissements (dans différents secteurs d'ac-

tivités), d'un montant global de plus de 1 000 milliards de DA, dont la concrétisation devrait générer quelque 100 000 postes d'emploi au profit de la population locale, voire même des régions avoisinantes, a-t-on ajouté de même source. Récemment, le ministère du tourisme et de l'artisanat avait donné son feu vert pour neuf projets d'investissements touristiques dans la région, répartis sur la région de Chréa, Blida et Beni Merad, a-t-on appris auprès du responsable local du secteur, Mansour

Abdelssalam. Cette démarche, initiée par les autorités locales vise un règlement du problème de la rareté du foncier dans cette wilaya, sise en plein cœur de la fertile Mitidja. Un problème, qui a longtemps constitué une entrave majeure aux investisseurs et autres industriels locaux. Dans une déclaration précédente à la presse, le wali Abdelkader Bouazghi avait signalé l'existence de plus d'un millier de demandes d'investissement, mises en stand by, depuis au moins 10 ans au niveau de la wilaya.

Oum El Bouaghi :

Plusieurs points de vente pour l'Aïd ouverts

Des dizaines de points de vente directe d'ovins à travers les 29 communes de la wilaya d'Oum El Bouaghi ont été ouverts en prévision de l'Aïd El Adha, a fait savoir avant-hier la direction des services agricoles (DSA).

Selon Ali Fenzari des décisions ont été prises pour l'ouverture de huit points de vente destinés aux éleveurs et six autres dans les exploitations

agricoles. L'objectif de ces initiatives est de rapprocher les points de vente d'ovins des agglomérations. L'ouverture de ces points destinés à renforcer les marchés hebdomadaires, permettra de «contrecarrer les spéculateurs et autres intermédiaires qui profitent souvent de telles occasions pour s'enrichir au détriment aussi bien de l'éleveur que du consommateur», a-t-il ajouté. Mettant en exergue

la nécessité de préserver le pouvoir d'achat des citoyens en leur proposant, dans un cadre réglementé, un produit de qualité réunissant toutes les conditions d'hygiène et de santé, le même responsable a indiqué que les prix affichés des moutons, dans la région d'Oum El Bouaghi cette année sont raisonnables. S'agissant de la disponibilité des ovins, M. Fenzari a souligné que la

wilaya d'Oum El Bouaghi, une région d'élevage par excellence propose son meilleur bétail et est capable de répondre aux demandes des citoyens de la wilaya et même de ceux d'autres wilayas. Des vétérinaires en nombre suffisant relevant de la DSA ont été mobilisés pour contrôler de très près les animaux à immoler, a encore ajouté le responsable.

Saïda

Nette baisse des prix des moutons

Les marchés à bestiaux de la wilaya de Saïda enregistrent actuellement une baisse des prix du mouton à l'approche de la fête de l'Aïd El Adha.

Les prix des moutons ont varié aux marchés hebdomadaires du chef-lieu de Saïda et Koléa, dans la commune de Sidi Ahmed, entre 19 000 et 50 000 DA la tête ovine. Le prix d'un bélier avait atteint l'année

dernière les 70 000 DA. Interrogés, certains éleveurs ont estimé que cette baisse inattendue des prix s'explique les contrôles intensifiés au niveau des frontières orientales et occidentales du pays, régions où se pratiquait la contrebande touchant le bétail à l'approche de chaque Aïd El Adha. La hausse du prix du fourrage pousserait les éle-

veurs à vendre leur bétail plutôt que de supporter des dépenses supplémentaires et faire face à d'éventuelles pertes. Le quintal de fourrage est cédé à 3 000 DA et la botte de foin revient à 500 DA, signale-t-on. Plusieurs citoyens rencontrés au marché à bestiaux de Saïda ont estimé que les moutons de l'Aïd sont à la portée des faibles et moyens reve-

nus, ce qui permettra à toutes les familles de fêter dans la joie cette fête religieuse sans pour autant faire de grosses dépenses. D'autre part, les services de l'Inspection vétérinaire ont vacciné en mai et juin derniers, quelque 14 000 têtes ovines contre la clavelée. La wilaya de Saïda dispose de 800 000 têtes ovines, selon les services vétérinaires.

Adrar

De nouvelles structures pour renforcer la Protection civile

LE SECTEUR de la Protection civile de la wilaya d'Adrar a été renforcé par de nouvelles structures susceptibles de consolider et promouvoir les activités des services de ce corps à travers cette vaste wilaya du grand Sud du pays, ont indiqué avant-hier des responsables de ce corps constitué.

Des chantiers de ces structures, en cours de réalisation à travers différentes régions d'Adrar, ont fait objet de la visite du directeur général de la Protection civile (DGPC), le colonel Mustapha El-Habiri, en tournée de trois jours dans la région en compagnie de responsables centraux, selon les mêmes sources.

Le DGPC a, lors de sa tournée, inspecté deux unités secondaires de la PC au niveau de la nouvelle circonscription administrative de Timimoune, région de Gourara, où il s'est enquis du fonctionnement et des activités des services de cette structure.

Le Colonel El-Habiri qui a inspecté, dans la commune de Zaouïat-Kounta, région de Touat au Sud de la wilaya, une unité secondaire de la PC, s'est également rendu ce dimanche dans la région Tanezrouft, extrême Sud d'Adrar, pour s'enquérir des chantiers de deux postes avancés de la PC.

Ces deux projets sont implantés au niveau des sites des deux nouvelles villes «Abdelkrim El-Maghili», au niveau du PK-200 sur le territoire de la commune de Reggane, et de celle «Mohamed Chérif Messâadia», retenue au niveau du PK-400, sur le territoire de la nouvelle wilaya déléguée frontalière de Bordj Badji Mokhtar, où le DGPC a également pris connaissance du fonctionnement de l'unité secondaire de cette nouvelle circonscription.

A. S.

Contre les combattants kurdes et Daech en Syrie

Erdogan assure de la «même détermination» de la Turquie

■ La Turquie veut lutter avec «la même détermination» contre les combattants kurdes et le groupe terroriste autoproclamé «Etat islamique» (Daech/EI), a affirmé avant-hier lors d'un discours à Gaziantep (sud-est) le président turc dont l'armée mène une offensive dans le nord de la Syrie.

Par Ahmed S.

La Turquie ciblera les combattants kurdes dans le nord de la Syrie tant qu'ils n'auront pas reculé à l'est de l'Euphrate, a déclaré hier le ministre des Affaires étrangères, au sixième jour d'une offensive des forces turques dans le pays voisin.

«Les YPG (Unités de protection du peuple kurde), comme les Etats-Unis l'ont promis, et eux-mêmes l'ont déclaré, doivent repasser à l'est de l'Euphrate dès que possible, et tant qu'ils ne le feront pas ils (resteront) une cible», a affirmé Mevlüt Cavusoglu lors d'une conférence de presse conjointe avec son homologue néerlandais Bert Koenders. Une déclaration qui vient conforter celle faite par Recep Tayyip Erdogan devant la foule, une semaine après un attentat qui a tué 55 personnes dans cette ville proche de la frontière syrienne. «Nous n'acceptons aucune activité terroriste à, ou près de, nos frontières». Erdogan, après avoir présenté ses condoléances aux familles endeuillées a ainsi affirmé que «nous avons la même détermination» à combattre le Parti de l'Union démocratique (PYD) en Syrie que l'EI. Ajoutant que «Nous sommes là pour cela à Jarablos et à Bachiq. Nous ferons preuve de la même responsabilité dans d'autres zones si nécessaire». Le président turc faisait référence à la localité syrienne reconquise ces derniers jours avec l'opération turque et à une localité du nord de l'Irak où



l'armée turque a frappé en janvier des positions terroristes. «Concernant le groupe terroriste PYD en Syrie, nous avons la même détermination», a ajouté le président. «Les organisations terroristes qui pensent pouvoir mettre ce pays à genoux verront demain les grenades qu'ils ont dégoupillées exploser dans leurs propres mains», poursuivi M. Erdogan. Une cinquantaine de chars et des centaines de soldats turcs sont entrés en Syrie pour l'opération «Bouclier de l'Euphrate», lancée mercredi dernier par

Ankara et visant à la fois l'EI et les combattants kurdes.

L'armée turque détruit un dépôt de munitions des YPG près de Jarablous

L'aviation et l'artillerie turques ont détruit avant-hier un dépôt de munitions des Unités de protection du peuple (YPG, kurde) près de Jarablous dans le nord de la Syrie, rapportent dimanche des médias turcs. La veille, l'aviation turque avait déjà frappé des positions des YPG près de cette ville

reprise cette semaine à l'organisation terroriste autoproclamée «Etat islamique» (Daech/EI) par les forces turques et leurs supplétifs de l'Armée syrienne libre (ASL) dans le cadre de l'opération «Bouclier de l'Euphrate». Celle-ci vise à combattre l'EI dans la région, mais aussi à repousser les combattants kurdes des YPG sur la rive orientale de l'Euphrate, avait confirmé cette semaine le Premier ministre turc Binali Yildirim. Les YPG sont le bras armé du Parti de l'Union démocratique (PYD). La coalition kurdo-arabe des Forces démocratiques syriennes (FDS), dont les YPG sont la composante essentielle, est soutenue par les Etats-Unis, alors qu'Ankara accuse le PYD et les YPG d'être liés au PKK, organisation classée comme terroriste par la Turquie, l'Union européenne et les Etats-Unis.

35 civils tués dans des bombardements turcs dans le nord

Au moins 35 civils ont été tués et plus de 70 ont été blessés dans des bombardements turcs dans le nord de la Syrie, où Ankara a lancé une opération militaire d'envergure, a rapporté avant-hier l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH) dans un nouveau bilan. «Au moins 20 civils ont été tués et 50 autres blessés par des tirs d'artillerie et des frappes aériennes turcs dimanche matin sur Jeb el-Koussa, un village au sud de la localité syrienne de Jarablos», a indiqué le directeur de cette

ONG, Rami Abdel Rahmane, cité par l'AFP. Par ailleurs, «15 civils ont péri et 25 ont été blessés, la plupart grièvement, dans des bombardements turcs près du village d'al-Amarné», également au sud de Jarablos, a-t-il ajouté. Un précédent bilan faisait état de 20 civils tués. D'après l'OSDH, les bombardements turcs se concentrent au sud de Jarablos, ex-fief de l'EI à la frontière turque et première localité à tomber aux mains de rebelles soutenus par Ankara. L'opération turque marque une nouvelle phase dans ce conflit déjà complexe déclenché en 2011 et ayant fait plus de 290 000 morts.

La France appelle la Russie à condamner le recours aux armes chimiques en Syrie

Par ailleurs, le chef de la diplomatie française Jean-Marc Ayrault a appelé avant-hier la Russie à «condamner le recours aux armes chimiques par le gouvernement syrien», avant une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU sur ce thème.

Un rapport de l'ONU a conclu mercredi dernier que le gouvernement de Damas avait effectué des frappes chimiques en Syrie à deux reprises dans la province d'Idlib, à Talmenes le 21 avril 2014 et Sarmin le 16 mars 2015. Toutefois, jusqu'à présent Moscou s'est gardé de condamner la Syrie, assurant devoir étudier ce document «très compliqué» et mettant en garde contre «des conclusions hâtives».

A. A.

Initiative de paix de Kerry au Yémen

Le gouvernement yéménite donne son accord de principe

Le gouvernement yéménite exilé en Arabie saoudite a donné son accord de principe à l'initiative de paix du secrétaire d'Etat américain John Kerry de reprendre les pourparlers avec les rebelles Houthis sur la base de la formation d'un gouvernement d'union nationale. Le Conseil des ministres yéménites, réuni à Ryadh, a donné son «accord de principe aux idées de la réunion de Jeddah» à laquelle avait participé M. Kerry, a rapporté tard samedi l'agence gouvernementale Saba. Kerry avait annoncé jeudi dernier une nouvelle initiative de paix pour le Yémen proposant la formation d'un gouvernement d'union nationale, pour mettre fin à un conflit qui dure depuis 17 mois. L'annonce a été faite après une rencontre consacrée au Yémen à Jeddah (ouest de l'Arabie saoudite) du chef de la diplomatie américaine avec ses homo-

logues du Golfe et un responsable du Foreign Office. L'initiative prévoit une participation des rebelles Houthis à un gouvernement d'union nationale contre leur retrait de la capitale Sanaa et de larges zones du nord du Yémen et la remise des armes lourdes à une tierce partie. Les rebelles, qui demandaient la constitution d'un tel gouvernement comme un premier pas pour résoudre le conflit, n'ont pas encore annoncé de réponse officielle à l'initiative de Jeddah. Lors de précédentes négociations de paix, le gouvernement a toujours insisté sur un retrait préalable des rebelles des zones qu'ils occupent avant d'élaborer un plan de paix, comme le prévoit la résolution 2216 du Conseil de sécurité de l'ONU. Un responsable du ministère yéménite des Affaires étrangères, cité par l'AFP, a indiqué que son gouvernement n'avait pas encore reçu de notifi-

cation officielle concernant l'initiative de M. Kerry. Selon le responsable américain, il appartient à l'émissaire de l'ONU au Yémen, Ismaïl Ould Cheikh Ahmed, de présenter ces idées en détail aux parties en conflit. En mars 2015, Ryadh a pris la tête d'une coali-

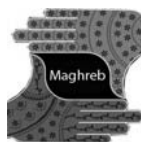
tion militaire arabe pour enrayer l'avancée des rebelles Houthis qui, alliés aux partisans de l'ex-président déchu Ali Abdallah Saleh, étendaient leur emprise sur le pays après avoir conquis la capitale Sanaa et poussé à la fuite le président Abd Rabbo

Mansour Hadi. Le conflit au Yémen a fait plus de 6.600 morts, en majorité des civils, et les violences se sont intensifiées depuis la suspension le 6 août des pourparlers de paix qui se sont tenus sans succès pendant plus de trois mois au Koweït.

Attentat suicide contre de jeunes recrues de l'armée

60 morts à Aden

SOIXANTE personnes ont été tuées et 29 autres blessées dans un attentat suicide hier à Aden contre de jeunes recrues de l'armée, selon un bilan des principales institutions médicales de la grande ville du sud du Yémen. Le premier bilan, fourni par des responsables de sécurité, faisait état de 11 morts dans cet attentat, l'un des plus sanglants à Aden depuis le début de la guerre au Yémen. Aden, reprise en juillet 2015 aux rebelles Houthis et déclarée «capitale provisoire» du Yémen, a connu depuis de nombreux attentats contre les forces de l'ordre et des responsables politiques, dont certains ont été revendiqués par les groupes terroristes comme Al-Qaïda ou le groupe autoproclamé «Etat islamique» (Daech/EI). Le dernier de ces attentats s'était produit le 20 juillet. Il avait coûté la vie à quatre policiers. Le 6 juillet, les forces gouvernementales, soutenues par une coalition militaire arabe, avaient délogé des terroristes d'une base militaire d'Aden contre laquelle ils avaient perpétré un double attentat puis lancé un assaut. Profitant du conflit armé opposant depuis mars 2015 les forces gouvernementales à des rebelles, les terroristes d'Al-Qaïda et de l'EI ont renforcé leur influence dans le sud et le sud-est du Yémen. Les Etats-Unis considèrent Aqpa comme la branche la plus dangereuse d'Al-Qaïda et mènent régulièrement des frappes aériennes, souvent par drones, contre ses chefs et ses combattants au Yémen.



Après avoir obtenu la confiance de l'Assemblée des représentants du peuple

Le gouvernement de Youssef Chahed prend ses fonctions

■ La cérémonie de passation entre Youssef Chahed, le plus jeune Premier ministre de l'histoire moderne de la Tunisie (40 ans), et son prédécesseur Habib Essid a eu lieu hier. Son discours offensif a reçu un écho favorable, laissant entrevoir un frémissement positif.

Par Kamel L.

Son discours offensif a reçu un écho favorable, laissant entrevoir un frémissement positif. Déterminé et sans langue de bois, Youssef Chahed semble décidé à rompre avec les codes et à se faire comprendre de tous. Le nouveau Premier ministre va devoir en effet combattre le sentiment de désenchantement d'une population lasse des crises à répétition depuis 2011. De nombreux Tunisiens ont relevé que le sombre diagnostic économique et social livré aux députés avait déjà été établi par cer-



Ph. > D. R.

tains de ses prédécesseurs, sans que cela ne change le cours des choses. Les priorités sont notamment la lutte contre le chômage, la corruption et le terrorisme. Sur ce dernier point, Youssef Chahed a choisi la continuité en confirmant les titulaires de l'Intérieur (Hédi Majdoub) et de la Défense (Farhat Horchani). Après une série d'attaques jihadistes sanglantes qui ont ravagé le secteur touristique, ces deux

ministres ont pu se prévaloir de l'accalmie actuelle.

Il a rappelé les chiffres alarmants sur la situation socio-économique de la Tunisie, annoncé une entrée en austérité en 2017 si rien n'était fait à très court terme et remis les pendules à l'heure notamment sur les relations du pays avec les bailleurs de fonds internationaux, en particulier le Fond monétaire international (FMI).

Ce ton nouveau, décomplexé et plein d'assurance pour annoncer les objectifs du gouvernement a néanmoins soulevé des critiques tant chez les élus que dans l'opinion publique.

Au sein même du gouvernement, le nouveau Premier ministre devra gérer une coalition hétéroclite dont l'une des marques de fabrique reste l'alliance contre-nature entre Nidaa Tounes et les islamistes

d'Ennahdha, première force au Parlement. En résistant la semaine dernière aux pressions des partis alliés qui lui demandaient de revoir la composition de son équipe, Youssef Chahed a par ailleurs envoyé un message d'autorité.

Les principales réserves ont été émises contre le nouveau ministre de la Culture, Mohamed Zine El Abidine, qui avait soutenu Ben Ali, ainsi que celui de la Fonction publique et de la bonne gouvernance, Abid Briki, à qui l'on reproche d'avoir été un leader de l'UGTT quand la centrale syndicale était à la botte de Ben Ali. Mais le plus contesté des ministres est celui des Affaires religieuses, Abdejalil Ben Salem, qui avait déclaré lors d'une conférence en 2011 : «*Nous sommes persuadés que Dieu nous fera vaincre et que l'islam politique s'emparera de chaque foyer. Entre-temps, il faut faire preuve de leadership et de patience pour réaliser ce projet.*»

Issu du parti Nidaa Tounes fondé par le président Béji Caïd Essebsi, Youssef Chahed, un libéral, est le septième Premier ministre de l'après-révolution. Son gouvernement a confortablement obtenu la confiance de l'Assemblée des représentants du peuple (ARP), vendredi soir, avec 168 voix sur un total de 217 députés. **K. L./Agences**

Nouvelle escalade marocaine à Alguergarat/ Sahara occidental

«Un défi flagrant» à la légitimité internationale selon le Front Polisario

Le bureau du secrétariat national (SN) du front Polisario a affirmé que la nouvelle escalade marocaine dans la zone d'Alguergarat (Sahara occidental) représente «un défi flagrant» à la légitimité internationale et une violation de l'accord de cessez-le-feu conclu sous les auspices de l'ONU, entre le Front et le Maroc. «Ce comportement dangereux marocain représente un défi flagrant à la légitimité internationale par une force d'occupation brutale qui ne tient pas compte de ses répercussions sur la paix et la stabilité dans la région», a indiqué avant-hier un communiqué sanctionnant les travaux du bureau du SN, réuni sous la présidence du président de la République sahraouie, SG du front Polisario, Brahim Ghali.

Exprimant sa profonde préoccupation à cette «évolution dangereuse», le bureau du SN a appelé l'ONU et la Minurso, à assumer leurs responsabilités, afin de prendre les mesures appropriées pour assurer la stricte application du cessez-le-feu en vigueur et le retrait immédiat de la présence marocaine dans cette zone, relevant de la responsabilité de l'ONU en attente de sa décolonisation.

Le Bureau Permanent du SN a exhorté le Conseil de sécurité de l'ONU à prendre au «sérieux»

les évolutions dangereuses résultant de l'escalade marocaine et à doter la Minurso de toutes ses composantes (militaires et civiles) pour mener à bien sa mission dont elle est mandatée par le Conseil de sécurité. Le bureau a également réaffirmé son soutien aux actions prises sur le terrain par l'Armée de libération populaire sahraouie dans le cadre de suivi de la situation et sa disponibilité pour faire face à toutes les éventualités.

M'Barek Daoudi transféré vers une cellule individuelle dans la prison Bouzakarne

Le prisonnier politique sahraoui M'Barek Daoudi a été

transféré par les autorités d'occupation marocaines de la prison d'Ait Melloul vers une cellule individuelle dans la prison Bouzakarne au sud du Maroc, a indiqué le collectif des défenseurs sahraouis des droits humains (CODESA) dimanche.

Le prisonnier politique sahraoui a été emprisonné dans la prison d'Ait Melloul avant d'être transféré à la prison de Salé 1 à Rabat dans laquelle il a passé une lourde peine de cinq ans de prison ferme, selon la même source.

«Il souffre depuis son arrestation de harcèlement et d'intimidation de la part des autorités maro-

caines, alors que les membres de sa famille ne peuvent lui rendre visite», a dénoncé le CODESA. M'Barek Daoudi a été arrêté à Goulimin au sud du Maroc en septembre 2013, en même temps que ses trois fils, en raison de leurs positions politiques appelant au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance.

Par ailleurs, le prisonnier politique sahraoui et militant des droits de l'homme, Abdelmoula Al-Hafed, a entamé vendredi une grève de la faim de 48 heures pour dénoncer le traitement inhumain perpétré par l'administration de la prison marocaine de

«l'Oudaya» contre les militants sahraouis. L'administration pénitentiaire marocaine avait privé à plusieurs reprises le militant sahraoui de son droit à un traitement médical et ses nécessités de base, ce qui a aggravé son état de santé, selon l'agence de presse sahraouie (SPS).

Le prisonnier politique et militant sahraoui des droits de l'homme a été transféré à la prison de «l'Oudaya» à Marrakech le 17 avril dernier avec dix-sept autres universitaires sahraouis en raison de leurs activités politiques en faveur du droit du peuple sahraoui à la liberté et à l'indépendance.

Offensive contre les positions Daech à Syrte/Libye

34 soldats loyalistes tués et 150 blessés lors de combats

TRENTE-QUATRE soldats des forces loyales au gouvernement libyen d'union nationale (GNA) ont été tués et 150 blessés lors de combats dimanche à Syrte contre l'organisation terroriste autoproclamée «Etat islamique» (EI, Daech), selon un nouveau bilan fourni de source médicale.

L'hôpital de campagne de Syrte a fait état de 34 morts parmi les forces loyalistes alors que l'hôpital central de Misrata, ville située à quelque 200 km à l'ouest et siège du commandement des opérations, a dit avoir soigné 150 blessés parmi les troupes du GNA.

Ces soldats ont été tués dans le cadre de «la dernière phase» de l'offensive lancée par le GNA en mai pour déloger l'EI de la ville de

Syrte. Un précédent bilan faisait état de dix-huit soldats tués et 120 blessés.

«L'ultime bataille» lancée

Les forces du gouvernement libyen d'union nationale (GNA) ont lancé avant-hier «la dernière phase» de l'offensive contre les positions encore contrôlées par le groupe terroriste autoproclamé «Etat islamique» (Daech/EI) à Syrte, selon un porte-parole de ces forces. «Nos forces sont entrées dans les deux derniers quartiers de Daech à Syrte», a annoncé Reda Issa, porte-parole du centre de presse des forces progouvernementales. «L'ultime bataille de Syrte a commencé», a-t-il

ajouté, cité par l'AFP. «Environ 1 000 soldats participent à la dernière phase de l'opération», a indiqué M. Issa. Situé à 450 km à l'est de Tripoli, Syrte est la principale ville contrôlée en Libye par l'EI qui en a pris le contrôle en juin 2015. Les forces du GNA y sont entrées le 9 juin dans le cadre d'une offensive lancée le 12 mai. «L'un de nos chars a réussi à détruire une voiture piégée qui visait nos forces mais elle a été neutralisée avant d'atteindre son objectif», a expliqué le porte-parole. Selon le centre de presse des forces du GNA, cette progression intervient «après une nuit de raids de l'armée de l'air» des Etats-Unis qui soutient les troupes loyalistes à Syrte depuis le 1er août, à la demande du GNA.



Colombie

Jour historique avec la fin de la guerre avec les Farc

■ La Colombie vit une journée historique hier avec l'entrée en vigueur du premier cessez-le-feu bilatéral et définitif jamais signé entre la guérilla des Farc et le gouvernement, au bout de 52 ans de conflit armé.

Par Ali O.

«**C**e 29 août une nouvelle histoire commence pour la Colombie. Faisons taire les fusils. La guerre avec les Farc est terminée!» a tweeté à minuit le président Juan Manuel Santos.

«A partir de ce moment, débute le cessez-le-feu bilatéral et définitif», ont à leur tour lancé sur Twitter les Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc, marxistes), principale guérilla du pays, issue en 1964 d'une insurrection paysanne et comptant encore quelque 7 500 hommes.

Quelques heures plus tôt, depuis La Havane, le chef suprême des Farc, Timoleon Jimenez,



dit «Timochenko», avait déclaré: «J'ordonne à (...) chacun de nos combattants de cesser le feu et les hostilités de manière définitive contre l'État colombien».

Le président Santos, chef des armées, avait le premier jeudi ordonné aux troupes colombiennes de cesser le feu contre les Farc à partir de ce hier à 00h00 (05h00 GMT). A minuit pile, selon des radios locales, les pompiers ont fait retentir les sirènes de leurs camions dans plusieurs villes du pays, «en

faveur du cessez-le-feu» comme les y avait invités le ministère de l'Intérieur.

C'est la première fois que la Colombie va connaître un tel silence des armes, même si les Farc observent depuis juillet 2015 une cessation unilatérale des hostilités, le gouvernement

ayant de son côté suspendu ses bombardements aériens contre les rebelles. Selon les accords, le cessez-le-feu bilatéral et définitif devait entrer en vigueur au plus tard le jour de leur signature, prévue entre le 20 et le 26 septembre. Les Farc ont par ailleurs convoqué leur Xe confé-

rence pour ratifier le pacte, négocié pendant près de quatre ans à Cuba et détaillé dans un document de 297 pages, diffusé sur internet et les réseaux sociaux, ainsi que par les médias. Cette «dernière conférence de notre organisation en armes (...) ratifiera les accords de paix et entérinera la transformation des Farc en mouvement politique légal», ont-elles indiqué samedi.

Prévue du 13 au 19 septembre dans la plaine du Yari, à San Vicente del Caguan, ex-fief de la guérilla dans le sud, la conférence réunira 200 délégués des Farc, dont leur état-major. Fait exceptionnel, elle sera ouverte à 50 invités nationaux et internationaux, ainsi qu'à la presse afin que «les peuples de Colombie et du monde s'informent directement», selon les Farc. La «signature solennelle» des accords par M. Santos et «Timochenko» est prévue «entre le 20 et le 26 septembre», a annoncé le ministre de la Défense, Luis Carlos Villegas. A. O.

Afghanistan

Libération d'une humanitaire australienne enlevée en avril



Une sexagénaire australienne, enlevée il y a quatre mois en Afghanistan où elle travaillait de longue date dans l'humanitaire, a été libérée lors d'une opération militaire, selon des responsables hier. Kerry Jane Wilson, qui avait été enlevée le 28 avril dans l'est de l'Afghanistan, est libre et «en bonne santé», a annoncé hier la ministre australienne des Affaires étrangères Julie Bishop, sans dévoiler les circonstances de sa libération ni celles de son enlèvement. «Je confirme que Kerry Jane Wilson, qui a été enlevée en avril, a été libérée et est en sécurité et en bonne santé», a-t-elle dit dans un communiqué. Les services de renseignement afghans, le NDS, ont confirmé la libération de Mme Wilson lors d'une «opération spéciale» menée par leurs soins, sur laquelle ils n'ont livré aucun détail. «Grâce à nos efforts, elle a été libérée et mise en sécurité. Plusieurs suspects ont été interpellés et notre enquête se poursuit», a indiqué le NDS

dans un bref communiqué. Mme Wilson, dont le vrai prénom est Katherine, dirigeait une petite ONG baptisée Zardozi, lancée en 2006 pour soutenir les artisanes et entrepreneurs afghanes. Elle était venue visiter un projet de broderie pour les femmes à Jalalabad quand elle a disparu. Atallah Khogyani, porte-parole du gouverneur de la province de Nangarhar, dont Jalalabad est la capitale, avait affirmé à l'AFP en avril que Mme Wilson avait été enlevée dans la nuit dans la maison où elle logeait par des hommes armés déguisés en policiers. Nangarhar est une province instable, foyer des talibans mais aussi du groupe État islamique (EI), particulièrement implanté à la frontière avec le Pakistan. M^{me} Bishop, qui a de nombreuses fois répété que l'Australie ne versait pas de rançon aux ravisseurs, s'est dite soulagée de la libération de M^{me} Wilson. Elle s'est refusée à en divulguer les détails afin de «pro-

téger ceux qui demeurent captifs ou risquent d'être enlevés en Afghanistan ou ailleurs». Le communiqué de la ministre ne précise pas quand M^{me} Wilson a été libérée, ni où elle se trouve à présent. Le père de l'Australienne, Brian Wilson, 91 ans, avait plaidé en avril pour la libération de sa fille, précisant qu'elle travaillait dans la région depuis 20 ans, avec des organisations spécialisées dans le droit des femmes et l'accès à l'eau. L'Afghanistan est le théâtre de fréquents enlèvements d'humanitaires visant souvent à obtenir des rançons. Un autre Australien a récemment été enlevé en Afghanistan. Il s'agit d'un professeur de l'Université américaine d'Afghanistan (AUAF) kidnappé début août à Kaboul avec un enseignant américain par des hommes armés vêtus d'uniformes. Ils venaient de quitter l'université et rentraient chez eux quand les ravisseurs avaient brisé les vitres de leur voiture et les avaient obligés à les suivre.

Points chauds

Progression

Par Fouzia Mahmoudi

Alors que ses choix concernant le traitement et l'accueil des réfugiés soient aujourd'hui largement critiqués par la population allemande, la Chancelière Angela Merkel semble penser qu'elle est encore capable de susciter l'enthousiasme de ses concitoyens et d'obtenir ainsi un quatrième mandat à la tête du pays le plus puissant d'Europe. En effet, si elle n'est pas officiellement candidate, Merkel donne toutefois l'impression de s'y préparer. Avec, pour ce faire, le souci tout à la fois de répondre à ses détracteurs et de dissiper le malaise suscité par ses récents propos sur les Turcs vivant en Allemagne. Alors qu'un sondage publié quelques heures plus tôt par le «Bild am Sonntag» révélait que seulement 42 % des Allemands souhaitent la voir rester chancelière après les législatives de septembre 2017, Merkel a tenu à expliquer ses décisions les plus controversées. Et d'abord sur le dossier politiquement le plus sensible pour elle, celui des réfugiés, qui lui vaut des critiques au sein même de sa coalition et devrait profiter à l'extrême droite aux élections régionales prévues en Mecklembourg-Poméranie occidentale, le 4 septembre, et à Berlin, le 18. La chancelière conservatrice a assuré que «beaucoup a déjà été fait en un an», en particulier sur les plans financier et législatif, tout en convenant que «beaucoup reste encore à faire». Une façon de répondre au reproche lancé la veille par son vice-chancelier et ministre de l'Économie, le social-démocrate Sigmar Gabriel. «Il ne suffit pas de dire qu'on va y arriver, il faut se donner les moyens d'y parvenir, ce qu'on a toujours empêché la CDU et la CSU», avait déclaré le patron du SPD, samedi, sur la chaîne de télévision ZDF. Dans le même souci d'apaisement, Merkel est revenue sur une déclaration, «nous attendons des personnes d'origine turque qui vivent en Allemagne depuis longtemps qu'elles développent un niveau élevé de loyauté vis-à-vis de notre pays», faite à la presse régionale allemande cinq jours plus tôt. Accusée par la gauche et les écologistes d'alimenter une forme de «suspicion générale» à l'égard des quelque 3 millions de Turcs vivant en Allemagne, la dirigeante allemande a assuré qu'elle était «aussi leur chancelière», ajoutant qu'elle souhaitait les voir «participer au développement» du pays. Un mois et demi après la tentative de putsch contre le président Erdogan, elle leur a néanmoins enjoint de «ne pas importer en Allemagne le conflit interne à la Turquie». Mais c'est surtout sur le défi du cas des migrants que se jouera sa campagne, car alors qu'elle avait obtenu l'approbation des Allemands il y a un an pour ouvrir les portes de leur pays aux migrants fuyant les guerres, aujourd'hui elle doit faire face à l'hostilité de ses compatriotes pour cet accueil qui suscite de plus en plus de critiques et promet d'être un thème central de la prochaine campagne électorale. F. M.



Avec de nouveaux horaires et un programme spécial école

L'exposition «Du Makam à la Nouba» est de retour

■ Après une halte d'un mois, l'exposition sur la musique arabe «Du Makam à la nouba» qui se tient au Palais de la culture Moufidi-Zakaria à Alger, rouvre ses portes avec de nouveaux horaires.

Par Lynda Naili

Les amoureux de la musique pourront découvrir cet espace du 4 septembre au 15 octobre 2016, de 13h00 à 19h00. Avec un programme spécial école, les élèves pourront également, apprécier le patrimoine musical arabe. Pour rappel cet évé-

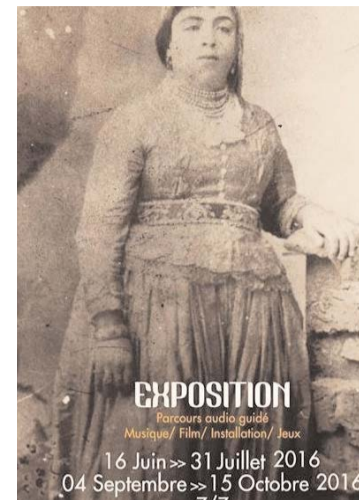
ment s'inscrit dans la volonté du ministère de la Culture de réhabiliter un patrimoine authentique et honorer les grandes figures de la musique traditionnelle, qui ont œuvré pour le préserver et le transmettre aux nouvelles générations.

Cette exposition est la continuité de l'exposition «De l'Aswat



à la Nouba», organisée dans le cadre de Constantine capitale

de la culture arabe 2015. «Du Makam à la Nouba» se veut un



Ph. > D. R.

espace qui mêle les traditions à la modernité. Le visiteur, équipé d'un audio-guide interactif pourra faire son propre parcours. Il aura à découvrir plus de 4 heures de documents audiovisuels et vidéos interactives, constituant une large rétrospective de la musique arabe à travers ses différentes périodes.

Un espace est également consacré aux grands noms de la chanson arabe des films d'archives, portraits de quelques légendes de la musique arabe qui ont marqué plusieurs générations et qui ont porté la musique arabe à l'universalité, tels que Warda, Fairouz et Rabah Deriassa. Un nouvel espace, voyage découverte à travers les musiques sacrées dans quelques régions d'Algérie est aussi à découvrir.

L. N./Communiqué

Festival «Africlap» de Toulouse/France

«Rêveries de l'acteur solitaire» de Hamid Benamra en lice

Le long métrage «Rêveries de l'acteur solitaire» du réalisateur algérien Hamid Benamra prendra part à la compétition officielle du 3^e Festival international des cinémas d'Afrique de Toulouse, «Africlap» (France) qui se tiendra du 31 août au 4 septembre prochains, a-t-on appris auprès des organisateurs. «Rêveries de l'acteur solitaire» sera en lice avec des films comme «Fièvres» du Marocain Hicham Ayouch, «Lombras Kann»

de Mauricien David Constantin ou encore «Parties» de la Française Cheyenne Carron. Réalisateur et producteur de cette oeuvre, Hamid Benamra sera l'un des six «invités spéciaux» de cette manifestation aux côtés de la journaliste et documentariste française Camille Sarret ou encore du réalisateur malgache Anndo Ramison. Le film produit par «Nunfilm» se focalise sur les préoccupations d'un acteur, ses rêves, ses ambitions à travers le comédien

Mohamed Adar, personnage principal du film, lors du montage d'une pièce de théâtre. Exploitant beaucoup d'images d'archives, ce film se veut également un hommage aux artistes, cinéastes et hommes de culture algériens et des autres pays arabes. Hamid Benamra, avait sorti sa première oeuvre, «Pour une vie meilleure» en 1981, avant de se consacrer aux courts métrages puis aux documentaires à partir de 2007. «Rêveries de l'acteur solitaire»

avait décroché une mention spéciale du jury lors des dernières Journées cinématographiques d'Alger, une distinction qui lui reviendra également au Festival du film africain de Louxor en Egypte, tenu en mars dernier. Créé par l'association «Africlap» qui œuvre à promouvoir l'image comme vecteur de lien social, ce festival propose également des ateliers de formation, des expositions, un café littéraire et des concerts de musique.

Association culturelle «El-Amel» d'Oran

Nouvelle session de formation aux techniques théâtrales en septembre

L'association culturelle «El-Amel» d'Oran abritera, en septembre prochain, une nouvelle session de formation aux techniques théâtrales au titre de la 12^e promotion de jeunes talents, a-t-on appris samedi des organisateurs. Une vingtaine de jeunes comédiens bénéficieront de ce stage qui sera sanctionné par le montage d'une pièce théâtrale à jouer par l'ensemble des apprenants, a précisé le président de l'association, Mohamed Mihoubi. La précédente promotion, sortie en avril dernier, était également composée d'une vingtaine de talents en herbe dont le cursus avait été couronné par la création d'un spectacle humoristique intitulé «Enjareb» (j'expérimente), écrit et mis en scène par Mihoubi. Cette dernière promotion

avait été baptisée du nom du regretté Hammouda Bachir, comédien du TRO décédé en décembre 2015 des suites d'une maladie. La même association a aussi à son actif la formation, en mars dernier, d'une première promotion de cinq animateurs de spectacles, baptisée quant à elle du nom du défunt Boudahri Samir qui fut comédien et membre de la troupe «El-Amel». Les organisateurs misent en outre sur la diversification du partenariat pour consolider davantage la qualité de la formation dispensée. A ce titre, un nouveau cycle élargi à l'écriture, à la mise en scène et à la production, sera lancé en octobre prochain en coopération avec des professionnels étrangers, a fait savoir Mihoubi. L'association culturelle «El-Amel»

fête cette année le 40^e anniversaire de sa création, marqué par la création du Petit Théâtre, structure légère permettant l'organisation de stages et de répétitions dans des conditions optimales. Parallèlement à son investissement dans la formation des jeunes talents, Mihoubi est également connu pour ses «one-man-show» humoristiques comme «Ana naqra...ma neqrach !», «One, two, three, viva l'Algérie !», «Mir ou rabi kbir», «Algérien et fier» et «Rani m'choumer». En 2012, il a assuré la direction artistique de l'épopée «Abtal El-Djazair» (les héros de l'Algérie), écrite et mise en scène par Mohamed Belfadel à l'occasion du 58^e anniversaire du déclenchement de la glorieuse révolution du 1^{er} novembre 1954.

Théâtre Kateb-Yacine de Tizi Ouzou

Dernier stage de formation aujourd'hui

La dernière session de la série des stages de formation lancés par le théâtre régional Kateb-Yacine de Tizi Ouzou débutera aujourd'hui, a déclaré son directeur Farid Mahiout. Cet atelier de cinq jours consacré à la mise en scène sera encadré par le dramaturge et homme de théâtre Omar Fetmouche qui n'est pas à sa première expérience du genre au niveau du théâtre régional puisqu'il a déjà animé des stages de formation au niveau du théâtre en 2015, a-t-il expliqué.

Les participants qui sont pour la plupart des amateurs dans des troupes locales et des associations culturelles seront initiés sur les premiers éléments de travail dans une mise en scène à savoir le passage d'un texte écrit vers une conception théâtrale qui permet la concrétisation du projet, a-t-il précisé.

Une initiation qui contribue à l'amélioration du niveau des comédiens et par conséquent la qualité des productions théâtrales qui seront produites localement, a-t-il observé, soulignant que le théâtre régional Kateb-Yacine œuvre d'une manière permanente pour l'épanouissement du quatrième art et son développement. Actuellement, c'est l'écrivain dramaturge et metteur en scène Nordine Aït Slimane qui encadre une formation sur l'écriture dramaturgique qui s'étalera jusqu'au 29 du mois en cours, a-t-il fait savoir. Ces stages ont été précédés par deux cycles de formation en acteur et improvisation dans la production théâtrale qui ont été animés par deux grandes figures du théâtre algérien, en l'occurrence Fouzia Aït El Hadj et Mohammed Adar entre le 18 et le 24 août

dernier, a signalé encore M. Mahiout qui s'est déclaré satisfait de l'intérêt qu'ont suscité les stages auprès des adeptes du 4^e art et la participation enregistrée depuis leur lancement. Il a affirmé dans ce sillage que l'institution qu'il représente met tous les moyens dont elle dispose au profit des jeunes talents pour leur permettre d'émerger et d'améliorer la qualité des pièces de théâtre produites localement. A la fin des quatre stages de formation inscrits au programme du deuxième semestre de l'année 2016, le théâtre se consacrera pleinement à la production des trois pièces théâtrales en projet, à savoir «Boulemhayen» de Mohammed Adar qui est déjà lancée, «Tucbiht Nwedfel» de Houche Abderrehmane et «Ahitus» de Nordine Aït Slimane, a-t-il rappelé.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

- Centre culturel Mustapha Kateb
Jusqu'au 5 septembre : Exposition collective d'artisanat
- Musée d'art moderne et contemporain d'Alger (Rue Larbi-Ben-M'hidi, Alger)
Jusqu'à la fin du mois d'août : Exposition «Genèse II, une collection qui s'agrandit» avec des œuvres de Issiakhem, Khadda, Chegrane, Mokrani et autres
- Galerie de l'hôtel Sofitel (El-Hamma, Alger)
Jusqu'au 6 septembre : Exposition de peinture «Couleurs d'Algérie» de l'artiste Khelifa Sultane Hakim.
- Galerie d'Arts Aïcha Haddad
Jusqu'au 01 septembre : L'artiste Omar Kara expose ses œuvres
- Maison de la culture Ould Abderahmane Kaki de Mostaganem
Palais de la culture Moufidi Zakaria
Jusqu'au 17 septembre : Exposition d'art plastique intitulée «Du makam à la nouba»
- Maison de jeune de Beni Mered (Blida)
- Musée national du Bardo
Jusqu'au 30 septembre : Costumes algériens miniatures.

Coup-franc direct

La valse refait surface

Par Mahfoud M.

Encore une fois, la valse des entraîneurs reprend de plus belle, avec le premier coach qui est remercié, à savoir, le driver du CR Belouizdad, Fouad Bouali, et qui vient d'être limogé de son poste, avec la locution toujours trompeuse : «de rupture à l'amiable» lancée par les dirigeants et qui ne veut absolument rien dire, surtout quand le coach avoue qu'il aurait voulu que cela ne se termine pas de cette manière. Limoger un entraîneur alors qu'on est seulement à la deuxième journée du championnat est un non-sens surtout que ce dernier lui faut du temps pour mettre en place son plan de jeu et que les joueurs devraient aussi disposer d'assez de temps pour créer cette osmose qui leur permet de jouer avec des automatismes et donc réussir un bien meilleur parcours ensuite en championnat. Ces dirigeants n'ont aucun scrupule et surtout n'ont pas de principes, étant donné qu'ils ne font que suivre la rue qui s'impatiente et qui veut des résultats dès les premières journées, alors que la logique veut que ces entraîneurs bénéficient de plus de soutien de la part de leurs responsables surtout qu'un contrat est signé en vertu d'un plan de longue durée et un projet bien clair, mais cela n'est pas le cas de l'Algérie où tout le monde s'impatiente et veut les meilleurs résultats dès le départ sans avoir à attendre de mettre en place une équipe compétitive.

M. M.

SC Bastia

Boulaya intéresse le club corse

LE MILIEU offensif international algérien de Clermont-Foot 63, Farid Boulaya intéresse le Sporting Club Bastia (Ligue 1 française de football) dans la perspective d'un recrutement, malgré une grave blessure à un genou, qui le privera de compétition jusqu'au mois de novembre prochain, selon le journal L'Equipe. L'ex-istrien figure également sur les tablettes de Toulouse, Dijon, Lorient et Mayence, mais il serait «plus intéressé par Bastia» selon la

presse française. Boulaya (23 ans) avait rejoint Clermont-Foot, sociétaire de la Ligue 2 française de football pendant l'été 2015, en provenance d'Istres. Il a connu de bons débuts avant de contracter une rupture des ligaments croisés, en avril dernier. Une grave blessure, ayant freiné l'élan du jeune international algérien pendant près de sept mois. Cela n'a cependant pas empêché certains clubs de le courtiser, même durant sa convalescence.

Sporting Lisbonne

Slimani se rapproche de Leicester

L'ATTAQUANT international néerlandais Bas Dost s'est engagé dimanche pour quatre ans avec le Sporting Lisbonne, ouvrant la voie à un départ de l'international algérien Islam Slimani, a annoncé le club vice-champion du Portugal de football sur son site officiel. Le désormais ancien joueur du VfL Wolfsburg (Div.1 allemande de football) âgé de 26 ans rejoint le Sporting pour remplacer Islam Slimani, dont les négociations avec Leicester City (Angleterre) sont sur la bonne voie. Selon la presse portugaise, la signature de Slimani avec le champion d'Angleterre est «imminente» alors que le transfert devrait être

bouclé autour de 30 millions d'euros. L'autre club anglais de West Bromwich Albion est entré en scène pour tenter de chiper Slimani, mais ce sont plutôt les «Foxes» qui semblent avoir une longueur d'avance. Même si son contrat avec le club lisboète court encore jusqu'en 2019, Slimani (28 ans) a émis le vœu de changer d'air, trois années après son arrivée au Portugal. Le meilleur buteur en activité de la sélection algérienne (23 buts) jouerait dimanche (18h00) son dernier match sous les couleurs du Sporting lors de la réception du FC Porto, dans le cadre de la 3^e journée du championnat.

CR Belouizdad

Fouad Bouali quitte le Chabab

L'ENTRAÎNEUR du CR Belouizdad (Ligue 1 algérienne de football) Fouad Bouali a quitté son poste «en commun accord» avec la direction, au lendemain de la défaite concédée en déplacement face à l'ES Sétif (2-1) en championnat, a-t-on appris dimanche auprès du club algérois. Bouali, arrivé durant l'intersaison en remplacement du Français Alain Michel, a payé le mauvais départ du Chabab, auteur d'un point après deux journées seulement de compétition. La direction du club phare de Laâquba a établi une short-list de cinq techniciens, dont trois étrangers, pour la succession de Bouali, parmi eux figure le nom d'Alain Michel qui pourrait effectuer son retour. Bouali devient le deuxième entraîneur de la Ligue 1 à quitter son poste après Adel Amrouche, démissionnaire de la barre technique de l'USM Alger à la veille du début de la compétition. En attendant la nomination d'un nouvel entraîneur, le CRB a engagé dimanche Saber Bensmain, le désormais ancien sélectionneur de l'équipe nationale des moins de 17 ans (U17), en tant qu'entraîneur-adjoint, pour un contrat d'une année renouvelable. Bensmain a quitté son poste de sélectionneur après l'élimination des Verts au 2^e tour des éliminatoires de la CAN-2017 face au Gabon (aller 0-0, retour 1-0).

Eliminatoires Mondial 2018

Les Verts affronteront le Cameroun le 9 octobre à Blida

■ C'est officiel, l'EN algérienne devrait affronter son homologue camerounaise au stade Mustapha-Tchaker de Blida le 9 octobre prochain et ce dans le cadre de la première journée de la phase de poules des qualifications de la Coupe du monde de 2018 en Russie.

Par Mahfoud M.

C'est la FAF qui a fait part de cette annonce précisant que le regroupement qui précédera ce match débutera le 3 octobre. Il faudra donc aux Verts bien préparer cette première affiche de ces éliminatoires du Mondial, où l'équipe fera face à des formations aguerries, puisqu'en plus du Cameroun, l'Algérie jouera aussi face au Nigeria et la Zambie. Dans ce cadre, il faut savoir que la sélection nationale donnera la réplique au Nigeria lors de la deuxième journée en se rendant à Lagos, la capitale nigériane et ce le mois suivant.

A cet effet, la FAF a déjà envoyé des précurseurs au Nigeria pour préparer le séjour des Verts sur place. Sur un tout autre plan, le nouveau sélectionneur national, le Serbe Milovan Rajevac devrait diriger un stage de présélection au profit de l'équipe nationale des joueurs locaux (A') du 26 au 28 septembre prochain, ce qui met fin aux spéculations selon lequel ce coach ne travaillera pas avec la sélection locale, comme cela a été le cas avec le Français, Gourcuff, ce qui est totalement faux. Il faut savoir que ce rendez-vous est le premier pour cette



Ph. > D. R.

sélection depuis sa mise en veilleuse après sa disqualification du championnat d'Afrique des joueurs locaux de 2014 après son forfait lors du match éliminatoire contre la Libye. Cela reste une belle opportunité pour les joueurs du cru pour montrer toute la plénitude de leurs talents et prouver qu'ils ont les moyens de postuler à une place en équipe nationale.

A s'ils prouvent qu'ils ont en les moyens. Pour Rajevac, cela devrait aussi lui permettre de connaître davantage le niveau du football local, étant donné qu'avec la sélection première il aura à travailler beaucoup plus avec les joueurs évoluant dans les différents championnats européens.

M. M.

Liges 1 et 2

Le RCR et le RCA n'ont pas encore réglé leurs contentieux

Le RC Relizane (Ligue 1) et le LRC Arbaâ (Ligue 2), n'ont toujours pas réglé leurs contentieux avec les joueurs, contrairement à beaucoup de clubs des deux premiers paliers du championnat algérien de football qui se trouvaient dans la même situation, a constaté le bureau fédéral réuni dimanche, indique la Fédération nationale de la discipline sur son site internet. Les dettes du RCR et du RCA s'élèvent à 60 377 780 DA pour le premier club et de 54 698 050 DA pour le second, a révélé la même source. Les deux formations sont toujours interdites de recrutement. Le RCR en a déjà payé les frais après avoir perdu sur tapis vert avec défalcation de trois points son premier match du championnat face au NA Hussein Dey à domicile, avant de subir une raclée sur le terrain de l'USM Alger (6-0) lors

de la journée suivante, dans un match que les Relizanais ont disputé avec un effectif composé essentiellement des joueurs des moins de 21 ans. Les nouvelles recrues (une quinzaine) n'étant toujours pas qualifiées par la Ligue de football professionnel.

La FAF déplore la «hausse inexplicable de la masse salariale»

Le bureau fédéral, réuni dimanche, a déploré la «hausse inexplicable de la masse salariale» des clubs de football professionnel en Algérie, alors que ces derniers sont censés «veiller à assainir leur situation et ne pas aggraver le volume d'endettement». «Il est regrettable que les statistiques de la Ligue de football professionnel (LFP) démontrent une hausse inexplicable de

la masse salariale pour seulement 22 joueurs par rapport à la saison dernière où les clubs disposaient d'un effectif de 25 joueurs», indique la Fédération algérienne de football (FAF) sur son site internet. En raison des difficultés financières énormes auxquelles sont confrontées les clubs algériens, une nouvelle tentative de plafonner les salaires des joueurs a été entreprise par la FAF en vue de la cette nouvelle saison, mais en vain. A l'issue de chaque exercice, plusieurs clubs des deux Ligues professionnelles se retrouvent interdits de recrutement à cause de plaintes déposées par leurs joueurs auprès de la Chambre de résolution des litiges (CRL) pour n'avoir pas perçu leurs salaires.

M. M.

Ligue de football féminin

Coup d'envoi de la compétition fin septembre 2016

La nouvelle saison du football féminin débutera le 24 septembre 2016 avec la tenue de la finale de la Super coupe qui opposera Afak Relizane au FC Constantine, a annoncé lundi la Fédération algérienne de football (FAF). D'autre part, la première

journée du championnat aura lieu le 30 septembre 2016, avec la participation des seize (16) clubs qui se sont engagés, précise la même source. Le premier tour de la Coupe d'Algérie a été fixé au 15 octobre 2016. Dans le cadre du développement du

football féminin, la FAF prend totalement en charge le fonctionnement de la Ligue de football féminin ainsi que les frais inhérents à l'organisation du championnat au plan national et régional.

10 kg de kif et 536 comprimés psychotropes saisis Un réseau de dealers démantelé



LES ÉLÉMENTS de la brigade de lutte contre les stupéfiants relevant de la PJ de la sûreté de la wilaya d'Oran ont procédé récemment au démantèlement d'un réseau de trafic de drogue, et à la saisie de 10 kilos de kif traité, a fait savoir avant-hier le responsable par intérim de la cellule de communication de ce corps de sécurité. Agissant sur des informations faisant état de l'existence de dealers qui tentaient d'écouler une quantité de drogue, les enquêteurs de la brigade des stupéfiants ont pris en filature une voiture à bord de laquelle se trou-

vaient un homme et une jeune fille, a expliqué le commissaire de police Abdelmalek Belbachir, lors d'une point de presse. L'accident inattendu du véhicule poursuivi a permis aux policiers de procéder immédiatement à l'arrestation des mis en cause et la saisie de 39 plaquettes de kif d'un poids total de 10 kilos dissimulées à l'intérieur du tableau de bord du véhicule. Les deux mis en cause seront présentés, lundi, devant la justice, a noté la même source. Par ailleurs, les éléments de la même brigade de lutte contre les stupéfiants ont arrêté, au village fillaoucène, relevant de la commune de Bousfer, un trafiquant de drogue et saisi quelque 536 comprimés de psychotropes. La perquisition du domicile de cet individu, un repris de justice, a permis la découverte de 536 comprimés de psychotropes ainsi que des armes blanches prohibées, un sabre et deux fusils harpons, a encore indiqué la même source.

Trafic de psychotropes à Béjaïa

Quatre individus sous les verrous

«**QUATRE** individus âgés entre 22 et 31 ans dont deux ayant des antécédents judiciaires et natifs de Béjaïa ont été arrêtés ces derniers jours par les éléments de la brigade de lutte contre les stupés de la sûreté de wilaya», indique la sûreté de wilaya dans un communiqué de

presse. Les enquêteurs ont saisi une quantité de psychotropes, de marque «Xavel». Les individus ont été placés sous mandat de dépôt par le parquet pour «détention et commercialisation et consommation de psychotropes», selon la même source. H.C.

Attaque terroriste au Mont Sammema/Tunisie

Trois militaires tués et sept autres blessés

TROIS militaires tunisiens ont trouvé la mort hier et sept autres ont été blessés dans l'explosion de mines antichars au Mont Sammema dans la province de Kasserine (ouest). Le porte-parole du ministère tunisien de la Défense, Belhassen Oueslati, a déclaré à l'Agence TAP que «pendant qu'ils effectuaient des travaux d'asphaltage à jebel Semmama, des militaires ont été attaqués par des groupes terroristes.» «Ces derniers ont utilisé des lance-roquettes RPG, des

fusils mitrailleurs et des grenades. Deux des militaires blessés se trouvent dans un état critique», a-t-il ajouté. «Les affrontements entre les militaires et les terroristes se poursuivent», indique la même source, affirmant que «deux terroristes au moins ont été blessés et qu'une valise contenant des explosifs a été saisie.» Belhassen Oueslati a assuré que les employés de la société d'asphaltage ont été tous évacués et qu'ils sont sains et saufs.

ANP/Béjaïa

Caches pour terroristes

QUATRE caches pour terroristes ont été détruites avant-hier dans des opérations de ratissage, à Béjaïa par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) qui ont également détruit une mine de confection artisanale à Aïn Defla et une autre à Jijel, indique lundi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «Dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) ont découvert et détruit, lors des opérations de ratissage, le 28 août 2016, quatre caches

pour terroristes à Kherrata, wilaya de Béjaïa (5e RM), une mine de confection artisanale à Aïn Defla (1re RM) et une autre à El-Milia, wilaya de Jijel (5e RM)», précise le MDN. Par ailleurs et dans le cadre de la sécurisation des frontières, des éléments de la Gendarmerie nationale et des gardes-frontières de Tlemcen (2e RM) «ont appréhendé un narcotrafiquant et saisi 83 kilogrammes de kif traité à bord d'un véhicule touristique, ainsi qu'une quantité de (4000) litres de carburant destinée à la contrebande». En outre

et à Tlemcen (2e RM), Adrar (3e RM), Biskra et Illizi (4e RM), des détachements de l'Armée nationale populaire et des éléments de la Gendarmerie nationale «ont arrêté 33 immigrants clandestins, dont 20 marocains et 2 syriens». D'autre part, des unités des gardes-côtes de Béni-Saf, wilaya d'Aïn Témouchent (2e RM) et d'Annaba (5e RM) «ont déjoué des tentatives d'émigration clandestine de 51 personnes, à bord d'embarcations de construction artisanale», ajoute la même source.

France

Un restaurateur refuse de servir deux femmes voilées



Djalou@hotmail.com

Amar Brahmia, chef de la délégation algérienne aux JO de Rio

«Un entraîneur impliqué dans un scandale fait tout pour me déstabiliser»

■ *Etant la plupart du temps sur la défensive, le chef de la mission algérienne aux Jeux olympiques de Rio/Brésil, Amar Brahmia, a tenu hier lors d'une conférence au siège du COA, à se défendre des accusations portées contre lui et son staff lors de cette dernière édition qui s'est déroulée dans le pays de la Samba et où l'Algérie s'est contentée de deux médailles d'argent arrachées toutes deux par Toufik Makhloufi dans les distances du 1 500 m et du 800m, et qui avait dénoncé les conditions de préparation pour ces Jeux et égratigné Brahmia sans le citer.*

Par Mahfoud M.

Ace propos justement, le chef de la mission algérienne a refusé de faire la lumière sur ce qui s'est passé réellement avec Makhloufi, insistant sur le fait qu'il faut épargner les sportifs dans ce genre de conflit. Pour lui, toutes les rumeurs qui ont été «colportées» ont été l'œuvre d'un technicien bien connu qui voulait nuire à sa réputation. Bien qu'il ait refusé de donner un nom, la plupart des journalistes ont conclu qu'il s'agissait de Mahour Bacha, l'entraîneur de Larbi Bouarada. «Cet entraîneur est connu pour être impliqué dans un scandale et c'est lui qui fait tout pour déstabiliser la mission», indi-

quera le conférencier qui insistera sur le fait qu'il n'y a pas eu de problèmes avec les deux athlètes, Makhloufi et Bouraâda et que ces derniers ont reçu l'aide des autorités que ce soit avant pour une meilleure participation pour les Jeux ou lors de ces Jeux. Il a même affirmé que l'affaire du véhicule qui n'aurait pas été mis à la disposition de Bouraâda est un pur mensonge. «C'est une invention d'un individu qui a mis ça sur facebook et cela n'a rien de vrai», dira-t-il. Pour ce qui a été révélé à propos du séjour de familles d'officiels dont sa propre famille dans ces Jeux, il confirmera cette information, en indiquant que les membres de sa

famille se sont rendus par leurs propres moyens et n'ont pas profité des moyens mis à la disposition de la délégation par les pouvoirs publics qui avaient décidé d'opter pour un vol direct qui a économisé de l'argent. «Il n'y a pas de dilapidation de deniers publics», a-t-il tenu à relever tout en avouant qu'il y avait certainement des imperfections mais ce n'était pas fait délibérément. Répondant à une question sur la non-sanction des athlètes qui avaient tenu à dénoncer la mission à Rio il répondra ironiquement que oui il avait peur d'eux et c'est pour cela qu'aucune suite n'a été donnée à ces accusations. Pour ce qui est des résultats obtenus par les athlètes algériens aux Jeux olympiques de Rio, il avouera qu'ils étaient «très satisfaisants». «Nous sommes rentrés de Rio il y a à peine quatre jours et on n'a pas encore eu le temps de dresser notre bilan. Mais on peut tout de même dire que les résultats obtenus sont très satisfaisants», a assuré Brahmia. «Personnellement, je considère que c'est une très bonne performance», a insisté le chef de la mission algérienne à Rio, arguant du fait que «des pays beaucoup mieux lotis que l'Algérie n'ont pas réussi à faire mieux». M. M.